

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

		Pages
NATALI.....	<i>Parmi le thym et la rosée.....</i>	105
COLONNA DE GIOVEL- LINA (Général).....	<i>Les Buttafoco : Mathieu Buttafoco.....</i>	114
BATTESTINI (François).	<i>Un compagnon corse de Cristophe Colomb....</i>	120
VINCENSINI (Abbé).....	<i>Un épisode politico-religieux sous le général Paoli.....</i>	123
SAVELLI DE GUIDO (P.)	<i>La ville de Balania (avec une gravure).....</i>	135
REGULUS.....	<i>Bonifacio : Souvenirs (avec deux gravures).....</i>	139

Bibliographie et Nouvelles

A NOS LECTEURS

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande île française. C'est une publication illustrée de 48 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

La Direction, toujours désireuse de conserver à cette Revue son caractère de vulgarisation des questions corse, maintient, pour les anciens abonnés les prix de quinze francs (France et Colonies) et vingt francs (étranger), comme montant de l'abonnement annuel.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à *vingt et à vingt-cinq francs* comme les nouveaux.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la Revue et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres Revues, sont *de 400 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 100 francs pour un quart de page.*

Enfin pour faciliter cette publicité aux petits commerçants, elle leur offre un huitième de page pour cinquante francs par an.



En souscription.

Pour paraître en 1934 :

NAPOLÉON UNIVERSEL, histoire et guerres, Sainte-Hélène, par M. René de Vivie de Régie, rédacteur à la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, de la société des Etudes historiques.

Trois volumes grand in-8°, pour chaque tome, environ 60 francs.

A souscrire chez l'auteur, Villa Arcole, Arcachon (Gironde).

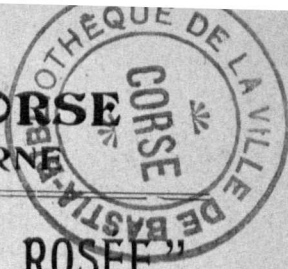
DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 26, Rue Monsieur le Prince, PARIS (VI°)

COMPTES POSTAL : Paris 613.42 — TÉLÉPH. : Danton 34-26

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE



“PARMI LE THYM ET LA ROSE”

Deuxième Partie

VII

Faisons, si vous le voulez, ce compte :
Cent brebis à cent vingt francs, douze mille francs ;
Cinquante chèvres à cent vingt francs, six mille francs ;
Vingt bêtes bovines d'une valeur moyenne de mille francs
par tête : vingt mille francs ;

Une truie avec sa portée, deux mille francs ;

Une jument poulrière « suitée » : six mille francs ;

Un mulet : quatre mille francs.

Total : cinquante mille.

Encore que trop arrondi, le chiffre exprime, avec une suffisante approximation, la fortune en cheptel du berger moyen.

Ajoutez-y l'argent liquide, le contenu toujours mystérieux mais qui n'est jamais négligeable, du sachet.

On ne saurait donc faire passer le berger pour un prolétaire, ou — comme se plaît à dire certain langage débraillé — un « pauvre bougre ».

Il serait non moins faux, cependant, de soupçonner en lui un de ces bonshommes, si communs dans les autres provinces françaises, qui, menant la vie laborieuse et serrée du paysan dont rien, extérieurement, ne les distingue, ont un dépôt chez leur notaire — qui garde bien leur secret — de centaines de mille francs.

Beatus possidens, notre berger inspire plutôt l'envie que la pitié ; mais il passe à peine — quand il l'atteint — la ligne où la pauvreté touche à l'aisance et l'ouverture de sa succession réserve rarement de grosses surprises.

Il eut cependant son « âge d'or » qui ne se place pas en des temps fabuleux, mais à une époque toute récente puisque l'or — captif à la Banque de France ou séquestré chez Harpagon — ne circulait déjà plus que sous la forme symbolique du billet inconsidérément multiplié.

C'est dire que l'« âge d'or » du berger ne fut qu'un de ces faux miracles de la guerre, — détestable illusionniste

qui parut avoir multiplié les richesses en les détruisant et fait lever, sur les champs de carnage, des moissons de milliards tellement inouïes que l'imagination même ne réussit pas à suivre, dans leurs calculs vertigineux, les financiers délirants qui se figuraient les mettre en grange.

Si bien qu'il fallut inventer l'expression de « chiffres astronomiques » née de la guerre et la seule chose, sans doute, qu'elle ait créée.

Négligeons (encore qu'elles n'aient pas été négligeables) ces allocations militaires, la « manne administrative » dont le berger, avec sa nombreuse progéniture, recueillit plus que sa part.

Allons droit à l'explication essentielle. Lorsque la guerre éclata, le berger sartenais venait, en général, de passer avec son *sgiô*, un bail à ferme de longue durée, à un prix alors normal mais que la surabondance du numéraire devait vite rendre dérisoire.

Voici, en effet, la « hausse ». Tous les prix se mettent à bondir, sauf celui du fermage, emprisonné — on dirait aujourd'hui congelé — dans la lettre rigide d'un contrat synallagmatique.

Tandis que le pauvre *sgiô* — avec son revenu inextensible et ses charges décuplées — s'arrachait les cheveux, c'était pour le berger, la prospérité insolente.

Il achète, on le sait, très peu et vend beaucoup. Et tout ce qu'il vend montait à des prix fous : la laine, la viande, les peaux d'agneaux et de cabris, le fromage, le lait surtout dont la Compagnie de Roquefort qui le lui payait quatre avant la guerre, lui donna successivement vingt, trente, quarante et jusqu'à cinquante sous le litre.

Dès lors, le sachet de laine, plein à crever, ne sut plus contenir cette fortune inespérée qui s'enflait comme le flot d'un torrent.

Elle déborda en placement (titres d'emprunts, bons de la défense nationale), en achats de terres surtout...

On vit des patrimoines fonciers mis à l'encan par des familles nobles qu'assassinait la « vie chère ». Il fut permis de se demander si l'on n'assisterait pas à la seconde révolution du berger, je veux dire à un immense transfert de la propriété terrienne, du *sgiô* à lui.

Mais le bouleversement qui se dessinait s'enraya tout à coup.

Le vin — où le « poilu » avait découvert des trésors de bonne humeur et comme l'antidote de ce « cafard » qui empoisonnait sa pensée — le vin se mit à « monter », à escala-

der gaillardement ces hauteurs d'où le lait — qui y planait seul — le défilait...

Il monta plus haut que le lait.

Or le *sgiô* est un gros vigneron. De victime, il devint « profiteur » de la vie chère.

Honnête et brave « pinard », sang quelque peu épais et plebeien, médiocrement généreux mais plein de jovialité, du « cépage à grand rendement », — si les dyspeptiques et tristes buveurs d'eau ne conviendront jamais que tu aies sauvé la France, ceci du moins est tout à fait certain : que tu sauvas le *sgiô*.

Ce fut merveille de voir comme il reprit promptement du « poil de la bête ». Et quand les baux vinrent à renouvellement, notre berger trouva à qui parler.

« L'âge d'or » du berger était fini.

Et l'on vous dira cette histoire étrangement symbolique.

Il y avait un berger que l'on avait connu des plus pauvres. Vint l'âge d'or qui lui mit — et cela parut miracle — la bagatelle d'un demi-million dans le sachet de laine.

Un noble domaine fut mis aux enchères. Il se le fit adjuger. Le jour approchait, dut-il penser, où il lui serait donné du *sgiô*. Comme à tel ou tel Italien qui n'avait fait rien d'autre que de s'enrichir — et moins honnêtement que lui.

Il voulut avoir — berger-gentilhomme — une belle maison à *Sartè*. Comme les *sgiô*...

Et la maison — dont on ne considéra pas sans envie les amples proportions — la maison s'éleva. Les gros murs étaient finis. Il tint à poser lui-même, à la pointe du pignon, le bouquet traditionnel. Ivresse de l'orgueil non moins dangereuse que celle du vin ! Il tomba du plus haut de l'édifice et se cassa le cou.

Ainsi le berger fut-il précipité, de son « âge d'or », dans la vie difficile. L'apogée de sa prospérité en marqua la chute verticale.

VIII

Il est une loi à qui le berger gardera toujours rancune : celle qui prohibe l'inscription sur plus d'une liste électorale.

Par quelle étrange incidence, quel choc en retour inattendu, une loi électorale a-t-elle pu atteindre le berger, — l'homme de Corse qui s'intéresse le moins à la politique ?

Vous l'allez comprendre.

Ici, le berger n'est pas sur sa propriété (vous ai-je assez dit qu'il n'en a pas ?). Ni sur la propriété de son *sgiô*.

Tout ceci : le sol sur lequel sa maisonnette est bâtie, le

pâturage où ses troupeaux paissent, appartient à la commune d'*Augdè*.

Sur les flancs méridional et occidental de l'*Incudine* (*Incudo-incunidis* : la montagne à l'enclume), du *fiumma* d'*Asinau* qui devient dans la plaine *u Rizzanesi*, au *fiumma* di *Trau* qui va se jeter dans la Mer Thyrrénienne, s'étend un vaste territoire de montagnes, de gorges, de plateaux voué au bétail (ce que le latin appelle *Saltus*), par endroits boisé ou couvert de macchia, ordinairement nu. C'est *Cusciò*.

Il y a le bas *Cusciò* où nous sommes et l'*Altu pianu* (la plaine élevée) que je vous ai déjà indiqué, là derrière la *Punta di Francia* et la crête de *Tavunetu*...

Les communes qui touchent à *Cusciò* s'y sont taillé chacune et ont fini par se reconnaître l'une à l'autre (ce ne fut pas sans procès en bornage précédés, accompagnés d'incidents dramatiques) sa tranche plus ou moins étendue.

A *Sarra* eut peu ; *Livesi*, guère ; *Quenza*, beaucoup. Quant à *Zicau*, dont un illustre enfant était alors garde des sceaux, il se réserva la part du lion.

Quia nominor leo...

Il y a longtemps que les limites sont fixées (qui n'ont pas été tracées sans intentions artificieuses, à en juger par certaines pointes singulières, certains bizarres étranglements qui semblent bien avoir été conçus — et tendus — comme des pièges) ; des actes très précis les indiquent et le cadastre les a consacrées.

Bref, chaque commune est maîtresse inconstée de sa tranche — qu'elle serait bien tentée de réserver à ses seuls habitants.

Mais comment empêcher — dans ces étendues accidentées et solitaires — le bétail, le libre bétail de chez nous, de passer d'une tranche à l'autre ?

Clôturer de si vastes territoires ? Y seulement songer serait folie.

Au demeurant, eût-il été bien juste — à le supposer légal — d'en interdire l'accès à ces bergers de la *picghia* qui, de temps immémorial, y amènent chaque été leurs troupeaux ? Les faire payer, soit ! Mais les exclure !...

Et c'est ainsi que les communes ont admis le principe que leurs pâturages sont ouverts à tout un chacun, — contre redevance que fixe le conseil municipal. Tant par tête de gros bétail, tant par brebis, tant par chèvre, tant par porc...

Quant à la perception de ce droit, deux systèmes ont été en usage dont le second a fini par prévaloir.

Ou la taxe de pâturage était payée par le redevable au receveur municipal ;

Ou la commune en livrait le recouvrement et en abandonnait le produit « au plus offrant et dernier enchériseur ».

Il y avait adjudication est c'est pourquoi le fermier est communément appelé adjudicataire.

Que dans un ouvrage qui se veut plus poème qu'étude sociologique, le lecteur trouve de si arides explications, j'en suis tout confus comme si je lui servais un plat de cailloux.

Qu'on veuille bien croire que je n'en souffre pas moins que le lecteur et que j'éprouve l'horrible agacement dont la chair se hérisse au grincement d'une scie.

Mais quoi ! ces explications, il les fallait... et Virgile m'en absoudrait qui ne reculait pas (plus d'un passage assez rebutant des « Géorgiques » en témoigne) devant les détails les plus techniques.

Après ce trop long et inévitable détour à travers des ronces, nous voici revenus à l'objet de ce chapitre.

Sous une législation électorale fort relâchée et latitudinaire, notre berger était inscrit tout à la fois sur les listes de *Sartè* et d'*Augdè*.

Il votait tantôt ici, tantôt là, selon ses convenances. Et il est trop bien fin pour qu'on pût jamais prévoir, une élection advenant, pour laquelle des deux communes le déciderait, à la dernière heure, un choix toujours réfléchi et ordinairement judicieux.

Il y eut jusqu'à cent bergers sur la liste électorale d'*Augdè*.

Et comme la municipalité au pouvoir les choyait ! qu'ils soutenaient avec une fidélité exemplaire, à moins que certains signes qui n'échappent jamais à un homme avisé, ne l'avertissent de sa chute...

Oui, on vous le choyait, ce précieux berger, on vous en faisait, à force de faveurs et d'attentions, un enviable privilégié.

Et d'abord, la taxe par tête de bétail, était fixée au plus bas.

Il va sans dire que le berger la trouvait toujours excessive et usait, pour y échapper, de toute sa subtilité d'esprit comme de toute sa souplesse d'échine.

On était sous le régime de la rétribution ? Il avait reçu, du percepteur, un papier comminatoire ? Vite chez *u sgiò merri*.

Et de prendre son accent le plus pleurard, des inflexions de voix à attendrir les pierres.

M. le Maire le rassurait. Voyons ! Voyons ! Est-ce qu'il doutait de ses amis ? ou les croyait-il si dénués de pouvoir — *u puteri*, ah ! ce mot magique... — qu'ils dussent laisser à sa détresse un ami malheureux ? Il n'avait donc jamais entendu parler de « cotes irrecevables » ? Va mon ami et dors sur tes deux oreilles.

Et le berger s'en tirait généralement avec un présent à M. le Maire, ce si brave homme, ce père des pauvres : quelques « pièces » de son meilleur fromage ou un agneau de lait bien gras.

Mais si la taxe était affermée, l'adjudicataire — supposez-vous — ne devait pas être bien traitable.

Erreur. Par quels subterfuges on y arrivait, il serait trop long de vous le dire ; mais — apprenez-le — l'adjudicataire était toujours une créature de la municipalité

Il recevait pour instructions d'user, avec ce cher berger, de ménagements infinis.

Heureux berger !

Et voilà qu'une loi dont l'utilité lui échappait, le contraignait à la plus cruelle option.

— Tu es électeur dans deux communes ; tu ne le seras désormais que dans l'une des deux. *Sartè* ? *Augdè* ? Choisis.

— Mais pourquoi choisir ?

— Parce qu'il faut choisir. La loi le veut.

C'était, à n'en pouvoir douter, une loi imaginée pour l'atteindre. Il avait tant d'ennemis, tant de jaloux...

Et tout à coup, il se frappait le front. Il y songeait maintenant. C'est *d'Augdè* qu'était parti le coup... Les adversaires de la mairie *d'Augdè* — pour le punir de sa fidélité, de son trop juste attachement à un parti qui le comblait de faveurs — l'avaient (ô ignorance ! qui fais paraître naïf un homme entre tous malin) « dénoncé au gouvernement ». Et ils savaient bien, les scélérats, qu'il ne pourrait porter son choix que sur *Sartè* où étaient ses plus gros intérêts.

Mais, pour être moindres, ceux *d'Augdè* lui tenaient au cœur. Et dire qu'on lui imposait de les sacrifier ! Ah ! barbare chirurgie qui, taillant au plus vif, lui enlevait un bon tiers de son cœur !

Dès qu'il eut cessé d'être électeur, citoyen *d'Augdè*, le berger n'y fut plus qu'un « aubain » et donc — pour l'adjudicataire — une aubaine.

De privilégié, il devint victime. On le soumit à la taxe des « forains » qui est double. Finis les ménagements ! L'adjudicataire ne connaît que son cahier des charges qu'il ap-

plique dans toute sa rigueur. Et pas d'année où la taxe n'augmente, où quelque nouveau tour de vis...

— Trois francs par brebis, ô *massiù* ! Cela ne crie-t-il pas vengeance au ciel qu'on écorche ainsi des chrétiens ?

Il y a pis encore, m'est-il expliqué. Nous sommes ici tout près des limites de *Livesi*, non loin des limites de *Zicau*. Et ces deux communes ont aussi leurs adjudicataires — qui guettent nos troupeaux, parfois les attirent...

Surveiller des bêtes, ah ! ô *massiù* !... Et l'on dirait que l'herbe interdite est la plus savoureuse. Il faut qu'elles y aillent goûter... Et voilà la limite franchie, l'adjudicataire qui sort d'on ne sait où — armé jusqu'aux dents, ô *massiù* ! qui fait mine d'emmener le troupeau à la fourrière, parle de poursuites, de tribunaux... Il n'y a qu'à s'exécuter, à subir les dures conditions qu'il dicte... Ah ! maudite vengeance qui finira par nous détourner de ces chères montagnes...

Et c'est bien vrai que l'avidité des communes, multipliée par l'âpreté de leurs adjudicataires, réduit le berger au désespoir.

L'homme est si peu sage qu'il finit toujours par tuer sa poule aux œufs d'or...

IX

Il y a un parasite du berger qui est extrêmement mal-faisant.

Je vous vois déjà en proie aux démangeaisons. C'est vous méprendre. Rassurez-vous : il n'y a pas de vermine chez le berger qui n'est ni misérable ni malpropre.

Le parasite à qui je fais allusion, appartient à l'espèce humaine qui fournit (on le sait) les parasites de la pire espèce.

Il s'est retranché de la société des autres hommes qui le pourchassent et qu'il terrorise.

Retourné à la férocité de la vie sauvage, il n'est plus qu'un fauve à figure humaine.

On organise, pour le capturer mort ou vif, des battues ; on lui tend des embuscades ou des pièges, on met sa tête à prix... Comme pour le lion, le tigre ou le loup...

Il tient tête avec un sombre héroïsme, — comme le lion, le tigre ou le loup ; et les chasseurs ne rapportent trop souvent, en fait de dépouille, que celle — sanglante — de leurs compagnons infortunés qu'il a mis à mal.

La nature la plus farouche est son repaire : les bois, les

fourrés, les rochers, ce que nous appelons le *macchia* dont il se proclame le roi.

A l'opposé des rois en exil destitués de tout pouvoir et qui n'inspirent plus que pitié, — c'est en se faisant bannir qu'il est devenu roi tout puissant.

Rien de plus promptement exécuté que ses ordres, de plus rigoureusement observé que ses défenses, de plus intégralement acquitté que ses impôts, de plus redouté que ses colères, de plus impitoyable que sa justice.

Irascible, jaloux, capricieux, soupçonneux et cruel, — c'est en despote oriental qu'il règne.

Mais le sceptre tonnant dont il ne se sépare jamais et qui « répand la terreur », ne lui procurerait — dans ses états déserts et dénués de tout — ni le gîte, ni le couvert. Le harem encore moins.

Mais aux confins, à la lisière, vit le berger. Il se l'annexe, il en fait son misérable sujet

L'homme arrive à des heures... Il a une façon de frapper à la porte qui n'est qu'à lui. Coups secs, autoritaires, péremptoires...

— *Qual'é ?*

La réponse (qui n'en est pas une) est un ordre.

— *Apriti.* (1)

On n'en saura pas davantage et il n'y a qu'à s'exécuter promptement. La maisonnée est debout — qui s'empresse. Chez quelque « sujet » qu'il lui ait plu de « descendre », le roi est chez lui.

Et tout est à lui.

Il est impérieux, bourru et méfiant. Si l'aventure de la journée l'a mis de bonne humeur, il se fera familier, condescendra à plaisanter et rira très haut de ses saillies, — mais froncera le sourcil si vous n'en riez plus fort que lui.

Il a un appétit superbe — et vous devez en paraître ravi. Quel honneur et quel plaisir pour vous de voir sa gueule royale engloutir ce que vous avez de meilleur !

Il vous prend votre lit et vous envoie dehors — la nuit est glaciale ? il pleut ? mais qui ne serait heureux de grelotter, de se tremper pour Sa Majesté ? — il vous envoie dehors faire le guet...

Quand il daigne s'en aller, ce n'est pas lui mais le berger qui se répand en remerciements.

On ne se permet que lorsqu'il est bien loin de le vouer à tous les diables.

(1) Qui est là ? — Ouvrez.

Puisse-t-on ne le plus revoir ! Hélas ! trop souvent, il revient. Il en multiplie les occasions (la chère est bonne, la femme désirable ou cette petite dont la poitrine va fleurir) ; il rapproche ses visites jusqu'au jour où, décidément, il fait de votre pauvre demeure, sa principale résidence.

Il vous a distingué entre tous pour vous réserver sa haute protection — qui vous ruine, vous compromet, vous expose à mille dangers, perd votre femme ou votre fille de réputation, mais qu'on ne saurait décliner que sous peine de mort.

Notre berger — qui, toujours trop malin, trouverait vraiment sot qu'elle ne lui servît pas à quelque chose — a le tort de s'en prévaloir, de la faire sonner haut, d'en user et même d'en abuser.

Il ferait beau voir, par exemple, qu'on se formalisât des libertés que ses troupeaux (qu'il ne daigne plus surveiller) prennent avec le bien d'autrui. Il s'en plaindrait à Sa Majesté qui mettrait vite à la raison les marouffles.

Mais ces rois-là finissent toujours tragiquement. Une petite balle bien envoyée abat, avec eux, leur toute-puissance.

Amertumes du berger ! Il est délivré du tyran, mais sa ruine est consommée et son déshonneur. Tant d'ennemis qu'il s'est faits ! Sa femme que l'abhorré a voulue, qui — loyale épouse — n'a cédé que du jour où — prévenu — il s'avoua trop lâche pour tuer, assez vil pour s'accommoder du partage... Ou (à moins que ce ne fût *et*, car la tentation est grande, surtout pour les rois, de mordre au fruit acide quand on s'est rassasié du fruit mûr) sa fille déflorée, grosse peut-être...

C'est alors que la justice (qui n'avait pas su le protéger) venait lui demander des comptes. Et une bonne condamnation pour recel — mon Dieu ! quelques petits mois de prison — lui apprenait que tous les rois ne sont pas à recevoir.

Ce n'est qu'en Corse que l'hospitalité expose à de telles épreuves. Et nul berger n'en a plus souffert que celui du Sartenais. On se rappelle encore la tempête répressive qui sévit, il y a quelque trente ans, de *Rizzanesi* à *Cagna*. Les mois, les années d'emprisonnement tombèrent dru comme grêle.

Le berger de *Ccuria* ou de *l'Ortolu* ne se reporte point sans frisson à ces temps d'extrême rigueur où une sévérité impitoyable (qu'importe si quelque arbitraire ne fut pas sans s'y mêler ?) le délivra, du moins, de ses « rois ».

Quoi qu'on en dise, il ne les regrette pas.

Et il n'est pas sans vraisemblance d'imaginer que, chaque soir, il mette à son *pater* cette rallonge :

— «... Et préserve-nous, Seigneur ! de l'amitié du bandit... »

— Ah ! c'est du bandit que vous vouliez parler ?

— Quoi ! vous n'aviez pas encore compris !

NATALI.

LES BUTTAFOCO

Mathieu BUTTAFOCO

II

Nous avons dit au début de ce travail que les Buttafoco étaient originaires de Vescovatu, la capitale de la Casinca. La piève de ce nom, située « dans la zone des armées » comme on dirait aujourd'hui, devait être une des premières à souffrir de cette guerre. Sa possession était d'une trop grande importance, d'un intérêt trop urgent pour ne pas être réalisée le plus tôt possible.

Ce fut le marquis d'Arcambal, colonel du régiment de Rouërgue, qui, avec 200 fantassins et 50 dragons, eut l'ordre de l'envahir (8 septembre 1768). Les habitants terrorisés ne demandèrent qu'à se soumettre ; non seulement ils ne fournirent aucun appui à Clément Paoli qui, avec ses troupes, fut forcé d'évacuer leur territoire, mais ils députèrent deux de leurs compatriotes qui vinrent assurer le marquis de Chauvelin du fond qu'il devait faire sur leur fidélité. Quant à Buttafoco, il avait suivi le détachement d'Arcambal « dans la vue de favoriser l'établissement ».

Cette expression de l'abbé de Germanes (13) est un peu vague. Nous aimons à croire, à l'honneur de Buttafoco, qu'il entra dans les intentions de ce dernier de protéger par sa présence contre les horreurs de la guerre, contre les excès de la soldatesque, la piève à laquelle l'attachaient tant de liens ancestraux.

Mais l'occupation de la Casinca fut de courte durée. L'évacuation forcée par les troupes de M. de Grandmaison

(13) *Histoire des Révolutions de Corse*, III, p. 68.

du camp de San-Nicolao, que les attaques répétées des Corses avaient rendu intenable, et la retraite si pénible qui s'en suivit firent perdre cette précieuse position.

Il faut dire que, dès qu'il avait été question de ce mouvement rétrograde, le colonel Buttafoco « qui s'était fait une délicatesse de ne pas combattre sa patrie » changea de résolution en voyant que la piève allait être abandonnée à la vengeance de Paoli. Il offrit à M. de Chauvelin de la défendre jusqu'à l'arrivée des renforts, pourvu qu'on lui donnât cinq cents hommes et des munitions. Mais le général refusa n'ayant pas assez de monde, et donna l'ordre au marquis d'Arcambal de ramener les détachements à Bastia, opération périlleuse qui eut lieu le 18 septembre, et qui, malgré l'essaïm d'ennemis qui les harcelait, réussit, et d'après l'historien précité « fut estimée des gens de l'art » (14).

Quant à la Casinca, privée de ses défenseurs, « elle vit se multiplier pour elle les plus tristes ravages ». On brûla et pillà la maison du Colonel et de ses principaux partisans.

C'est l'époque où les armes françaises connurent des revers. Le plus considérable, le plus douloureusement retentissant, Borgu de Marana, suivit de près. Personne n'a oublié que le 10 octobre 1768 le colonel de Ludre, malgré une importante garnison et trois canons, malgré la colonne de secours qui lui fut envoyée (15) et que Chauvelin commandait en personne, dut se rendre avec 500 ou 600 hommes dont 50 officiers.

Le sens politique averti de Buttafoco et peut-être aussi le désir d'apaiser une conscience ballotée entre deux patries, celle d'origine et celle d'élection, ne négligea pas une occasion qui, bien exploitée, pouvait terminer honorablement pour les belligérants la campagne commencée.

C'est alors qu'il chargea — tentative d'ailleurs inutile — son cousin Sébastien, nouvellement rallié, comme il a été dit précédemment (note 1), « d'aller porter à Paoli le conseil de profiter de son bonheur pour se ménager un arrangement utile avec le commandant en chef français » (16).

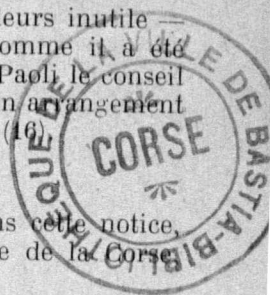
*
**

Notre intention n'étant pas de refaire dans cette notice, même en résumé, l'historique de la conquête de la Corse,

(14) Même ouvrage, p. 83.

(15) Mille hommes d'infanterie et les dragons de Coigny. C'était la totalité des troupes, tant les régiments avaient essuyé de pertes. Même ouvrage, p. 90.

(16) Même ouvrage, p. 97.



(ce serait un hors-d'œuvre) les détails qui précèdent seront les seuls que nous aurons donnés au lecteur.

La France vient d'entrer dans une période de paix qui durera jusqu'en 1778. Nous passons à une autre phase de la vie de Mathieu de Buttafoco, celle où ayant cessé de commander le Royal-Corse, il est mis, le 1^{er} octobre 1769, à la tête d'un autre régiment insulaire créé à la même date, dont il est cette fois, et non le Roi, le colonel propriétaire, et qui prend naturellement son nom. C'est une nouvelle faveur qui lui est accordée et qui ne sera pas la dernière.

L'Ordonnance organique par laquelle « on a voulu procurer à la Nation corse une nouvelle occasion de servir Sa Majesté » prévoit que le nouveau corps sera composé d'un bataillon divisé en neuf compagnies, dont une de grenadiers et huit de fusiliers qui seront tous de nation corse (17).

Buttafoco ne resta sur pied que pendant trois ans. D'une part la nécessité de mettre à la disposition des quatre juntas ou tribunaux créés par Louis XVI (18) « une force coactive qui fit respecter et exécuter leurs jugements » conduisait à envisager la création en Corse d'un régiment ayant cette affectation spéciale. D'autre part, la population insulaire n'était pas assez nombreuse pour permettre d'entretenir l'effectif d'un quatrième corps indigène (il y en avait déjà trois avec le vieux Royal-Corse remontant à 1739, la légion corse datant du 10 mai 1769 (19), et enfin le régiment de Buttafoco stationné en Provence. Ce fut ce dernier qui fit les frais de la nouvelle organisation. La solution qui intervint con-

(17) L'Etat-major du régiment comprenait un colonel, un lieutenant-colonel, un major, un aide-major, un sous-aide major, deux porte-drapeaux, un quartier-maître (trésorier) un tambour-major, un aumônier et un chirurgien. Il était attaché au dit Etat-major quatre clarinettes et un fifre.

Chaque compagnie devait avoir un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant et en temps de paix un fourrier, quatre sergents, huit caporaux, huit appointés, quarante fusiliers et deux tambours (La compagnie de grenadiers avait moitié moins de sergents, caporaux et appointés).

Quant à l'uniforme il se composait d'un habit à parements de drap bleu, collet de panne noire, revers de même garnis de 6 petits boutons de chaque côté, trois gros au-dessous, les poches en long garnies de trois boutons, doublure veste et culotte blanche, les boutons étaient blancs et gaudronnés. Les tambours avaient la petite livrée du Roi, conformément à l'ordonnance du 15 avril 1767.

(18) Edit donné à Compiègne au mois d'août 1772. Les quatre juntas étaient à Orezza, Caccia, Tallanu et la Mezzana.

(19) Ce corps mixte se composait de dix-sept compagnies à effectif renforcé : une compagnie de grenadiers, huit compagnies de fusiliers et huit de dragons.

sista à l'envoyer en Corse et à l'établir le 23 août 1772 sur le pied d'un régiment provincial à deux bataillons.

Le régiment ne devait pas sortir de la famille ; François de Gaffori, beau-père de Buttafoco, en eut le commandement, et quant à ce dernier, il n'eut pas sujet de se plaindre. L'article 6 de l'ordonnance royale précitée lui accorda dans les termes suivants des dédommagements honorables : « Sa Majesté veut bien établir Inspecteur de ce régiment le sieur de Buttafoco (20) qui en était ci-devant colonel et lui conserver les douze mille livres d'appointements dont il jouissait en la dite qualité.

En vertu d'une nouvelle réglementation le 1^{er} juillet 1777, ces fonctions durent cesser et l'intéressé s'en plaignit vivement (voir Appendices), mais là encore la bienveillance du Souverain accorda des compensations. Ce furent le 1^{er} mars 1780 une nomination de brigadier et le 5 décembre 1781 celle de Maréchal de Camp, grade qu'on a, sous la Restauration et la Monarchie de juillet, assimilé à celui de général de brigade mais qui alors avait beaucoup plus de prestige puisque c'était le deuxième échelon et non le premier dans la hiérarchie de l'Etat-Major général (21).

*
* *

Après cette nomination, suprême récompense de sa vie militaire, notre général fit peu parler de lui, du moins jusqu'à la Révolution. Sans doute vécut-il « noblement » dans ses terres, se contentant de son influence locale, de la situation distinguée que lui procurait un grade élevé, grade plus honorifique qu'effectif, car le grand nombre d'officiers généraux, à l'époque, ne permettait pas de les utiliser tous (22).

En tous cas il avait conservé une grande influence et

(20) Le 22 janvier 1752, Louis XV réalisant le projet déjà conçu par Henri IV fit de la noblesse la récompense des services militaires, de sorte qu'on put y arriver par simple droit d'avancement... De cette époque date l'habitude contractée par les officiers corses de faire précéder leur nom de la particule et de substituer peu à peu l'y à l'i simple (X. Poli, ouvrage déjà cité, tome 2, p. 177).

(21) Déjà, par lettres patentes du mois d'octobre 1776, Louis XVI « avait daigné conférer à Buttafoco le titre de Comte pour lui, et ses descendants et la cession du domaine de l'étang de Biguglia ou Chiurlino et ses dépendances ».

(22) Sur l'Etat militaire de 1788, nous relevons 15 Maréchaux de France, 211 lieutenants-généraux et 474 maréchaux de camp sans compter 442 brigadiers d'infanterie, de cavalerie et de dragons qui, supprimés cette même année, ne pouvaient disparaître que par extinction.

quand son beau-père, ainsi que nous l'avons dit dans la notice consacrée à ce dernier (« Revue de la Corse », n° 68, Appendice XI) désira être employé dans l'île, où il devait être le second du commandant en chef le général de Barrin, il suffit qu'en bon parent il appuyât cette demande pour qu'elle fût immédiatement accordée.

Il est vrai que nous sommes maintenant en 1789, que les Etats-Généraux sont réunis à Versailles depuis le 5 mai et que notre compatriote en fait partie comme député de la noblesse de Corse. A partir de ce moment c'est uniquement son rôle politique qu'il faut envisager, rôle important et qui, avec la surexcitation des esprits, valut à Buttafoco plus que des contradicteurs mais des ennemis à la haine aussi violente que partielle (23).

Le plus illustre de ces derniers fut incontestablement le jeune lieutenant d'artillerie Bonaparte, alors ardent révolutionnaire, fougueux démocrate, dont la célèbre « Lettre à Buttafoco », aussi longue que cruelle, chercha à écraser sous le mépris public cet anti-paoliste, ce défenseur de l'ancien régime, que ses adversaires traitaient « d'infâme » et que Jean-Jacques Rousseau nommait cependant « un très galant homme ».

Arthur Chuquet, dans son bel ouvrage : « **La jeunesse de Napoléon** » (24) s'est montré plus équitable. Tout bien posé et compte tenu des circonstances, l'éminent écrivain termine les pages qu'il a consacrées à ce conflit, en blâmant le futur empereur d'une injustice dans laquelle, assagi par l'âge, il ne semble pas d'ailleurs avoir persévéré, et en rendant au général de Buttafoco une estime que déjà Pommereul avait laissé entrevoir cent dix-neuf ans auparavant (24) et que le

(23) Rappelons que ses collègues étaient : pour le clergé, l'abbé Peretti et pour le tiers-état Saliceti et Colonna de Cesari Rocca. Les divergences politiques entre ces deux derniers et les précédents se transformèrent vite, dans l'atmosphère de l'Assemblée Nationale, en violente hostilité ayant son écho dans l'île.

A Ajaccio, nous dit M. Marcaggi (**Genèse de Napoléon**, p. 215), à la suite d'une manifestation contre l'abbé Peretti et Buttafoco, on brûla en effigie le général parce que, dans une lettre répandue à foison en Corse, ces deux députés avaient fait des réserves, à l'exemple de beaucoup d'évêques de France, sur la Constitution civile du Clergé.

(24) Tome 2, pages 136 à 145.

(25) Pommereul, qui prit part comme officier, aux dernières campagnes de Corse fit paraître son ouvrage en 1779. Celui de Chuquet parut en 1898. Nous avons reproduit dans la notice consacrée à Caffori (n° 67 de la Revue) la phrase justificative du premier de ces historiens concernant Buttafoco.

recul de l'Histoire permet, croyons-nous, de rendre maintenant définitive.

*
**

Nous ne possédons aucun détail sur la dernière partie de la vie de M. de Buttafoco qui mourut à Bastia le 6 juillet 1806 à l'âge de 75 ans. Militairement, elle s'était terminée le 31 octobre 1791, avec le licenciement du régiment provincial corse dont il était resté l'inspecteur. Politiquement, elle avait cessé le 30 septembre de la même année, lorsque la Constituante fit place à la Législative, à laquelle aucun des membres de la première assemblée n'était éligible.

Comme son beau-père Gaffori, et peut-être en sa compagnie, il eut le bonheur de traverser paisiblement la Révolution, et il serait curieux de connaître ses impressions et jugements sur les grands événements et les différents régimes qui se succédèrent en France et en cette Europe que domina si longtemps le génie de l'Empereur et Roi. Tout au plus, apprenons-nous par Chuquet que le sexagénaire occupa les loisirs de sa vieillesse à écrire sa justification des accusations passionnées de Napoléon Bonaparte.

Si en effet, ce dernier, au cours de sa prodigieuse ascension, l'avait parfaitement oublié et ne lui faisait pas l'honneur de s'occuper de lui (26) — on conviendra qu'il avait mieux à faire — Mathieu de Buttafoco, lui, se souvenait de la fameuse lettre de janvier 1791, du libelle dont l'ironie cinglante n'avait même pas respecté sa femme, et nous savons par l'historien que nous venons de citer que, sur le tard, il se décida à en faire la réfutation. Le second volume de « **La jeunesse de Napoléon** », p. 144, donne une analyse de ce document et en reproduit une partie. Cette réponse, très digne, paraît en même temps très convaincante, et nous ne croyons pas mieux faire que de nous y rallier.

Ici se termine cette étude sur le maréchal de camp de Buttafoco à qui il faut savoir gré d'avoir préféré voir son île natale plutôt française qu'anglaise. L'exagération même des accusations de trahison, dont certains ont voulu l'accabler, les fait tomber. Sa vie, dont les plus jeunes et belles années se passèrent dans les camps, est d'une parfaite unité morale, éloge qu'on ne peut décerner à Gaffori. C'est au con-

(26) En 1801, on retrouva quelques exemplaires de la **Lettre à Buttafoco** et on les porta au Premier Consul : « ces brochures, dit-il, sont sans objet, il faut les brûler ».

traire en combattant la France (qu'il servait depuis l'âge de huit ans) qu'il eut été un traître, et même se serait-il abstenu qu'il eut tout au moins fait preuve d'ingratitude. Conséquent avec lui-même, avec l'éducation qu'il avait reçue, il ne pouvait être que français et, osons le dire, bon français (27).

Général COLONNA DE GIOVELLINA.

Un compagnon Corse de C. Colomb

La famille du Franciscain « Juan Peres », qui présenta Christophe Colomb au roi Ferdinand et à la reine Isabelle, est originaire de Calvi.

Aux termes d'un acte authentique reçu par maître Orlandini Fossa, notaire à Calvi, le 23 septembre mil six cent cinquante-et-un (1651), dont les archives sont en la possession de M^e Battestini, notaire à Calvi.

« *Domenico Peres Corso, naturale di questa città di Calvi* » (corse, natif de cette ville de Calvi), a fait et constitué « pour son mandataire général, *M. P. M. Gentile, uno deg l'Illustrissimi Procuri della Serma Republica di Genôa*, à qui il a donné pouvoir de pour lui et en son nom, « Recueillir la succession de Pierre-Paul Minucci de « Calvi, habitant la ville de Panama, où il mourut en l'an « mil six cent trente-neuf (1639).

« Acte fait et passé devant le notaire Orlandini Fossa, in « la città di Calvi, Regno di Corsica, l'anno mille seicento « cinquant'uno, vinti tre del mese di settbre, in casa di me « notaro, nella contrada del *Filo* ».

Ce texte éclaireit ou confirme trois faits importants :

1° La famille « Peres » était, comme celle de C. Colomb, Corse et Calvaise ;

2° Minucci, décédé à Panama, était également originaire de Calvi ;

3° « La rue del Filo », où est né C. Colomb, existait ; elle était ainsi nommée depuis les temps les plus reculés et

(27) Le général comte de Buttafoco ne mourut pas sans postérité. Par un acte notarié, fait et passé à Bastia, le 2^e avril 1829 (étude de M^e Vincent Guasco) on apprend qu'il laissa un fils unique « naturel et légitime » Antoine, Semideo, Louis, François, né à Paris le 27 décembre 1790, et, à ce moment-là, capitaine au 10^e régiment d'infanterie légère.

à l'époque de la naissance de C. Colomb, et n'a pas été baptisée rue *del Filo* par les Calvais pour les besoins de leur cause.

L'histoire nous apprend que Christophe Colomb alla tout droit au couvent de la Rabida, où était cloîtré le père Juan Peres, son compatriote et ami d'enfance, et peut-être son parent puisqu'il lui confia son jeune fils Diego, « qu'il portait de la main ».

Nous lisons dans *Historic, Viaggi de C. Colomb*, par Don Fernand Colomb, chapitre xiii :

« Partito dunque l'Amiraglio da monasterio di Rabida, « che glace appresso Palos, insieme con frate Giovanni Peres, verso il campo di Santa Fè, dove i re catolici all'hora « s'erano redotti per assediar Granata, il detto frate infermò « la Reina, etc... »

Trad. : Parti du monastère de la Rabida, qui est situé près de Palos, l'amiral, ensemble avec frère Juan Peres, pour le camp de Santa Fé, où les rois catholiques s'étaient rendus pour assiéger Grenade, ledit moine informa la Reine, etc...

Le père Peres s'est fait un plaisir et un devoir d'accompagner C. Colomb pour le présenter aux Rois Catholiques, parce qu'il l'avait connu à Calvi, où ils avaient été condisciples chez les Franciscains. Il est d'ailleurs de notoriété publique que les Corses ont le culte de l'amitié et de la fidélité : « semper fideles », selon la devise calvaïse.

Le père Juan Peres accompagna aussi C. Colomb dans son deuxième voyage en Amérique.

Nous savons que C. Colomb donna le nom d'Isabelle à la première ville du nouveau monde qu'il fonda sur le rivage d'un port naturel et sûr d'Hispaniola, et qu'il y établit une colonie. Il y construisit une chapelle où le 6 janvier 1494, jour de l'Epiphanie, le père Boyle, assisté de religieux et du Révérend père franciscain *Juan Perès*, célébra solennellement la grand'messe.

Nous n'ignorons pas non plus que dans l'île de la Jamaïque, un chien corse mordit quelques fuyards Indiens qui furent obligés de se rendre, et cela donna l'idée d'employer par la suite les chiens corses dans la lutte contre les Indiens.

Dans le cours de son quatrième voyage, C. Colomb fut forcé d'aborder dans la baie de Santa-Gloria sur la côte nord de la Jamaïque, et d'y échouer ses navires, qui ne se soutenaient sur la mer que par miracle. L'amiral est ainsi immobilisé sur un rivage sauvage, sans même avoir à sa disposition une embarcation pour se rendre à Hispaniola.

Deux braves, Diego Mendez et « Barthélemy Fieschi » l'ancien capitaine de la caravelle *Viscaïna*, osèrent quitter, sur deux frêlés pirogues, ces côtes désolées de la Jamaïque, afin d'aller chercher du secours à St-Domingue. B. Fieschi était certainement le compatriote de C. Colomb, à qui il était très dévoué.

Nous trouvons le nom de Fiesco ou Fieschi dans un acte passé devant ledit notaire Orlandini Fossa, le 22 septembre mil six cent cinquante-deux (1652) et celui de Perlu Fiesco dans un acte du même notaire du 31 août 1652, et dans bien d'autres actes.

Plusieurs Corses accompagnèrent C. Colomb et s'établirent à Saint-Domingue, où l'amiral fonda la première colonie.

M. Nemours, ancien Ministre d'Haïti, le prouve dans un article intitulé : « Les Corses, hardis pionniers de l'influence française, publié par l'*Ancien Combattant* de décembre 1931.

« Dans l'ancienne colonie française de St-Domingue, « aujourd'hui Haïti, dit-il, l'élément français est principalement représenté par des Corses. Ils y maintiennent et y « accroissent les souvenirs et l'influence française. Négociants, exportateurs et importateurs, médecins, ils se font « remarquer par leur énergie, leur honnêteté, leur labeur. « Dans la partie Nord, la plus importante dans l'ancienne « capitale de la colonie, que sa richesse, son opulence et son « goût avaient fait surnommer le Paris de St-Domingue, « grâce à leur travail acharné, les Corses ont installé les « plus solides et les plus florissantes maisons de commerce, « exploitations agricoles et industrielles.

« Comme ils ont autant d'initiative que d'activité, ils ne « se contentent pas d'améliorer ce qui se fait; ils innovent. « Aux exportations de café, de cacao, de coton, ils ont ajouté « celle d'écorces d'oranges. La culture de l'oranger, grâce à « eux, a pris une grande extension, et c'est une nouvelle « source de revenus pour le gouvernement et pour la population. Aujourd'hui les plus belles plantations de tabac, « de canne à sucre les plus scientifiquement installées leur « appartiennent. Ils ont créé de nouvelles cultures, celle du « sisal, etc...,».

Je reproduis textuellement ces lignes d'un ancien Ministre d'Haïti, témoin oculaire, spontané et sincère, qui a tenu à rendre un public hommage aux Corses, pour leur initiative, leur activité et leur travail intelligent, et qui atteste en même temps que les Corses sont installés depuis longtemps dans l'île de Saint-Domingue, qu'ils l'ont mise en valeur et qu'ils lui ont donné la vie.

D'après l'histoire, B. Fieschi, compagnon de voyage de C. Colomb, et d'autres Corses se sont établis dans l'île de St-Domingue, aujourd'hui Haïti, et y ont attiré leurs parents et leurs compatriotes.

St-Domingue est une colonie corse, fondée par les Corses, qui l'ont occupée les premiers.

Peu à peu la vérité sort de l'ombre et va finir par éclater au grand jour. Justice sera enfin rendue à la Corse et à Calvi, berceau du grand Amiral de l'Océan, l'immortel C. Colomb.

Francois BATTESTINI.

Un épisode politico-religieux pendant le généralat de Pascal Paoli

Pascal Paoli gouverne la Corse depuis quatre ans (1). Dans son désir de détacher complètement sa patrie de Gênes, il veut réaliser non seulement la séparation territoriale, qui est à peu près faite, mais aussi la séparation religieuse. Malheureusement les évêques sont génois ou inféodés à la République ; les couvents sont administrés par un supérieur général résidant à Gênes ou par un provincial établi à Bastia, auprès du gouverneur. Les moines se trouvent donc obligés de subir les directives qui leur viennent des autorités soumises à la République. Il apparaît donc au chef des Corses et à ses collaborateurs du Conseil suprême qu'il est urgent de soustraire le clergé national à la tutelle de l'ennemi et de constituer la Corse en une province ecclésiastique indépendante. C'est dans ce but qu'ils intrigueront auprès du Souverain Pontife par l'intermédiaire de leurs compatriotes et amis de Rome et qu'ils s'efforceront d'obtenir la nomination d'un visiteur apostolique accrédité auprès du général des Corses.

En attendant ce succès, il est possible d'arracher le clergé

(1) C'est le 14 juillet 1755, date républicaine importante pour la France, et aussi, par une analogie curieuse pour la Corse, que Paoli fut proclamé par l'assemblée des délégués de l'île au couvent Saint-Antoine de la Casabianca, chef suprême des Corses.

régulier à l'obéissance étrangère. Ce clergé jouit dans l'île d'une grosse influence. Il a été souvent l'inspirateur des rébellions, il les a légitimées, les a absoutes théologiquement, car il est en majeure partie composé de Corses. Il répugne d'autant plus à ceux-ci d'obéir à l'ennemi de leur patrie que leurs couvents sont, pour la plupart, situés sur le territoire qui reconnaît l'autorité de Paoli. Parmi les plus patriotes de ces moines insulaires, se trouvaient les capucins. D'un commun accord avec le chef élu de la nation, ils essayèrent d'obtenir de leur supérieur général à Gênes un provincial particulier pour les couvents de l'intérieur. Le candidat est proposé par Paoli lui-même. Le supérieur cède. Gênes est avertie par deux lettres venues de deux sources différentes. Le gouvernement génois fulmine, menace le supérieur d'une expulsion immédiate de tous ses religieux. Le malheureux est pris entre deux adversaires également dangereux : les Corses et les Génois. Qui doit-il contenter ? Il se décide pour le plus rapproché. Il fait amende honorable auprès du gouvernement génois. A son tour Paoli proteste. Il s'adresse aux capucins eux-mêmes et leur demande de désavouer leur supérieur. Situation pénible pour des religieux qui sont à leur tour placés entre l'obéissance monacale et le patriotisme.

Il était donc temps que le pape se décidât à intervenir personnellement pour éviter tout désordre. Et ce fut la mission du Visiteur apostolique de Angelis, qui mériterait une étude approfondie. Nous la conterons une autre fois.

EVENTEMENTS INEDITS DE 1759 ET 1760

**Le général de Pauli, le P. Séraphin de Capricolle,
Supérieur général des Capucins et la Sérénissime République
de Gênes**

Au gouverneur général de Bastia

Ajaccio, le 20 août 1759.

Très Illustre et très Excellent Seigneur, par l'entremise d'un religieux capucin de cette ville, j'ai eu la copie d'une lettre que le père général des Capucins vient d'écrire au chef des rebelles, le de Pauli. Je m'empresse de vous l'expédier et je profite de l'occasion pour vous offrir mes respectueux hommages.

Signé : TERRAMO MAGGIOLO,
Commissaire (2).

(2) Archives d'Etat, filza Corsica, 1759, Gênes.

Au même gouverneur général

Ajaccio, le 20 août 1759.

Excellence,

Le père prédicateur d'Ajaccio rentre à Bastia et moi, provincial, je dois endurer la peine de vivre loin des aimables entretiens avec Votre Excellence. L'obligation de régler des questions urgentes dans cette saine custodie d'Ajaccio me retient ici. Il est bien vrai que la tranquillité de cette belle Ajaccio n'a rien à voir avec les chagrins et les afflictions de Bastia. Et cependant ni les plaisirs ni les chagrins ne comptent pour moi qui ne rêve que de vivre à côté de Votre Excellence et de jouir de ses bonnes grâces ainsi que de ses ordres. De sorte que, il me tarde d'en finir ici et de rentrer au plus tôt à Bastia. En attendant, je ne cesse de prier Notre Seigneur pour le plus grand bonheur de Votre Excellence, de Son E. Madame Lilla, ainsi que de toute sa noble famille. Ci-joint, Votre Excellence trouvera une copie de la lettre que le père Général des Capucins vient d'écrire au chef des rebelles de Pauli. Votre Excellence constatera quelle surprise et quel dégoût on éprouve en lisant cette lettre indigne d'un simple prêtre et qui, pourtant, est l'œuvre du Supérieur Général d'un Ordre religieux. Je m'arrête en suppliant Votre Excellence de vouloir bien agréer et mon entier dévouement et mon ardent désir de recevoir d'Elle des ordres que je serai si heureux d'exécuter avec la plus grande vénération, respect et estime qui Lui sont dus.

De Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur :

F. MATHIEU GUASCO,

*Provincial des religieux mineurs Observantins (3).**
**

A quel évènement faisait allusion cette double dénonciation d'un Commissaire génois et d'un religieux corse ? Le prêtre génois François Accinelli, auteur d'une « Histoire de la Corse » (4) dont le manuscrit se trouve à la Bibliotheca civica de Gênes, va nous le dire. Il raconte à sa guise la cor-

(3) Archives d'Etat, filza Corsica, 1759, Gênes.

(4) Ce sont deux gros volumes in-folio, reliés en parchemin, le premier de 1243 pages, le second de 1169. La date du manuscrit est de 1767. Il avait été précédé de **Mémoires** sur la Corse, qui portaient en exergue ces mots à l'adresse des Corses : « **Generatio prava et exasperans. Bestiae et universa pecora** »,

respondance du général Paoli avec le Saint-Siège en vue d'obtenir un évêque Visiteur apostolique et avec le Supérieur général des Capucins, lui demandant un Vicaire Provincial pour administrer les quinze couvents des Capucins situés en dehors des Présides et sur un territoire où Gênes n'avait plus rien à voir. La Corse entière, à l'exception de Bastia, Ajaccio et Calvi, obéissait au général de Paoli, le saluant du nom de Père de la Patrie. Gênes sentait déjà que la Corse allait lui échapper. Nous donnons la parole au manuscrit :

« Afin de soustraire de l'autorité du Provincial qui était à Bastia tous les religieux qui se trouvaient au milieu des mécontents et des révoltés, le chef des rebelles, de Pauli, écrit au père Serafin de Capricolle, Supérieur général des Capucins, lui demandant le père Pierre-Paul d'Altiani, ancien Provincial, comme Vicaire-Provincial, indépendant du Provincial de Bastia chargé d'administrer tous les couvents des vallées, où les révoltés dominent. Ce père d'Altiani est le prédicateur de la rébellion. C'est le porte parole du chef des rebelles, de Pauli. Il y a à Rome des protecteurs de ces rebelles, entre autres, le chanoine Natali (corse d'Oletta). Celui-ci, qui, par pure charité, fut admis dans le collège Da-Bene de Gênes, où d'ailleurs on admet tous les Corses de n'importe quelle classe, un jour, fut arrêté et jeté dans la prison du Palatiato, d'où il fut relâché par pure charité. Le voilà qui se met aussitôt à la disposition de tous les révoltés de la Corse et, passé à Rome, en vrai mendiant, le voilà attaché à la personne du cardinal Feroni, d'où il dirige tout le mouvement des révoltés ».

Et maintenant voici la fameuse lettre qui va déchaîner une grande tempête :

Lettre du P. Général des Capucins au chef des rebelles de Pauli

A Son Excellence très-respectable Monsieur de Pauli,

Conformément à l'empressement que Son Excellence a mise, en m'écrivant, il n'y a pas longtemps, sur mes religieux de Corse, moi aussi je m'empresse de répondre, en accordant, bien volontiers, ce que Votre Excellence me demande dans l'intérêt de mes religieux. Quelle est ma surprise d'apprendre, aujourd'hui même, par sa lettre, que ma lettre adressée à Votre Excellence est tombée dans les mains du représentant de la République, le gouverneur de Bastia, qui l'a saisie et il s'en est emparé. Afin que ma présente n'ait pas le même sort, et afin qu'elle vous parvienne sûrement, je vais l'adresser à M. Zerbi, à Livourne. Il me tarde

de faire disparaître tous les troubles que vous m'avez signalés. J'entre entièrement dans votre idée, et sachant combien vous tenez à la gloire de Dieu et à l'observance régulière de nos Communautés religieuses, j'envoie au P. Pierre-Paul d'Altiani, définitéur et ex-Provincial, sa nomination de Vicaire Provincial, l'autorisant à agir en véritable Provincial, indépendant de celui de Bastia, pour tous les couvents de religieux qui sont là où Votre Excellence commande. Je remercie la bonté innée de V. E. qui se donne toutes les peines du monde pour la prospérité et le décorum de mon pauvre institut. Que je suis heureux de savoir mes religieux tout le temps protégés par V. E. Qu'Elle daigne bien m'accorder l'honneur de nouveaux ordres, et qu'Elle veuille bien agréer les humbles hommages du plus dévoué de V. Excellence.

Siena, ce 24 juillet 1759.

FR. SERAFIN DE CAPRICOLLE,
Ministre Général des Capucins.

Cette lettre du P. Général au chef des rebelles de Pauli tombe entre les mains des représentants de la Sérénissime République de Gênes. L'impression est terrible. Aussi à la date du 3 septembre 1759, le Sénat promulgue un décret qui dit : « Le Très-Excellent Chef de la Giunta mande d'urgence le Père Provincial des Capucins de la province de Gênes et lui déclare, dès qu'il est arrivé, que la Sérénissime République vient d'acquiescer la conviction que le Supérieur Général des Capucins, par sa correspondance avec le chef des rebelles de Corse, travaille à allumer le feu de la discorde et à entretenir la froideur de la déloyauté : car sa dernière lettre au chef des rebelles le donne bien à entendre.

« Afin d'empêcher que de semblables désordres se reproduisent nous avons décidé que dans l'espace d'un mois, au plus tard, tous les Capucins des couvents de Gênes soient expulsés. Cette expulsion sera suivie de l'expulsion de ses Etats de tous ceux qui auront encouru son indignation (5).

« 3 septembre 1759 ».

Lettre du P. Général des Capucins à la République de Gênes

Excellences Sérénissimes,

Je ne saurais exprimer à Leurs Excellences, combien j'ai été peiné et contrarié, apprenant, par deux Pères, que

(5) Pages 376-374-375 du manuscrit.

le Provincial de Gênes m'a expédiés, que Leurs Excellences sont très-fâchées des deux lettres que j'ai été obligé d'écrire en Corse et des dispositions que j'ai dû prendre afin de mettre un peu d'ordre parmi mes religieux. Qui m'eût dit que j'aurais encouru votre indignation, tout en faisant de mon mieux, afin de diminuer les grandes difficultés qui règnent là-bas. En effet, Pascal Pauli nomme les Supérieurs, et n'ayant aucune autorité pour ces nominations, il arrive que ni les Supérieurs n'ont le droit de commander, ni les religieux le devoir d'obéir. Moi qui ai pour Vos Excellences Sérénissimes, de l'estime et de la vénération, je ne m'attendais pas à voir Vos Excellences montées contre moi pour avoir voulu mettre de l'ordre dans mes couvents de Corse. Afin de donner à Vos Excellences les meilleures preuves de ma bonne volonté, je m'en vais faire l'historique des circonstances qui m'ont poussé à m'occuper de la Corse.

Ce Pauli, que je reconnais un usurpateur, m'a écrit quatre lettres. Je me suis bien gardé de répondre aux deux premières, car je jugeais inconvenant de céder à ses instances. Mais sa troisième lettre contenait des menaces, et moi craignant des représailles contre mes religieux, j'ai écrit à contre-cœur au Provincial qui est à Bastia, lui ordonnant de nommer des Supérieurs pour les Custodies où Pauli commandait. Or le P. Provincial m'écrivait que de Pauli préférait un seul Supérieur. En effet, quelques jours après, je reçois sa lettre que je transmets à Vos Excellences afin qu'Elles voient à quelle détresse j'ai été réduit.

Afin, donc, d'éviter une scission, qui serait un véritable schisme, j'ai cru bon, en conscience, de lui accorder ce qu'il me demandait, d'autant plus que lui-même ne fixait pas son choix sur un candidat, comme on le voit par sa lettre que je Leur envoie. Je dois ajouter que si mon Secrétaire, dans sa réponse, a donné à de Pauli des titres qu'il n'a pas et qu'il usurpe, j'ai jugé à propos de ne pas les supprimer, afin d'empêcher qu'il se venge contre mes religieux qui vivent sous son gouvernement. Et si dans cette lettre, mon Secrétaire a parlé de la Sérénissime République, c'est parce que nous ne croyons pas la lettre du de Pauli injurieuse pour Leurs Excellences; d'ailleurs nous avons dû, bien à contre-cœur, nous plier aux exigences de procédés inconvenants, uniquement afin d'empêcher la ruine de nos religieux de Corse. Et si Vos Excellences Sérénissimes veulent bien considérer les paroles de la patente du P. Pierre Paul d'Altiani, Elles y liront le respect et l'obéissance que je m'honore de leur témoigner. Je n'ai jamais eu de la sympathie pour ce Pauli qui est cause de tous les troubles et rébellion des habitants de cette île de

Corse, qui appartient à leurs Excellences. Je fais mieux, je révoque le vicaire Provincial nommé et je retire la patente donnée au père Pierre Paul d'Altiani. Cette révocation ainsi qu'une lettre que j'écris au p. Provincial de Corse, je les remets à Leurs Excellences, avec toute liberté d'en user à leur gré. Je sais bien que lorsque ces lettres parviendront à destination, ce sera le diable à quatre, toutefois je vivrai content, avec la satisfaction d'avoir fait tout mon possible pour le bien être de mes religieux, selon que l'exige la charge que le Très-Haut m'a imposée, auprès duquel je vais soulager ma conscience, si, comme je le redoute, je porte préjudice à mes religieux de Corse et de Gênes. Vos Excellences j'ose bien l'espérer, seront satisfaites de ce que je viens de faire et d'écrire, car je sais quelle bonté innée et quelle générosité Elles ont pour mes religieux. J'espère aussi qu'Elles ne s'arrêteront pas à ma faute involontaire et qu'Elles se garderont bien de causer le moindre dommage à des innocents. Enfin, voulant donner à Leurs Excellences Sérénissimes un autre gage de ma bonne volonté, de ma sincérité ainsi que de ma profonde vénération à leur égard, je me déclare tout à fait prêt et disposé à obéir aux ordres de Leurs Excellences Sérénissimes.

Le très humble, très obéissant et très obséquieux,

Florence, le 11 Septembre 1759.

FR. SERAFIN DE CAPRICOLLE,

Ministre Général des Capucins.

Voilà quelle fut la réponse :

« Le Gouvernement de la République de Gênes, après avoir pris connaissance de la lettre du P. Général des Capucins, déclare trouver cette lettre inconcluante avouant sa correspondance avec de Pauli, chef des rebelles, sans l'ombre d'allusion à la souveraineté de la République, en conséquence il confirme le décret d'expulsion contre les Capucins. On donne à entendre au p. Provincial de Gênes que le Gouvernement de la République voit dans la lettre du p. Général, au lieu d'un sentiment de remords, sa complicité et sa connivence avec ce rebelle. Notre amertume reste toute entière. C'est pourquoi la République, soucieuse de son droit ainsi que du decorum de sa dignité, ordonne que tous les capucins soient chassés de ses Etats ».

Nouvelle lettre du P. Général :

Excellences Sérénissimes,

Il m'est impossible de Leur exprimer ma pénible désillu-

sion en apprenant que ma lettre, que je leur ai fait parvenir par l'entremise du Provincial de Gênes, au lieu d'obtenir de Leurs Excellences un généreux pardon à mes erreurs involontaires, a causé, au contraire, une nouvelle indignation. Permettez-moi d'escompter ce pardon, lorsque mes deux lettres, au p. Provincial de Bastia et l'autre au p. Pierre Paul d'Altiani seront lues en Corse. A l'avenir je me garderai bien de rien faire sans consulter vos E. S. Encore une fois, je déplore d'avoir écrit ces deux lettres au rebelle de Pauli, sans Leur en demander l'autorisation. Dès que je rentrerai à Rome, je m'engage à Leur envoyer toutes les lettres du rebelle de Pauli. Selon mon saint Institut, je tiendrai toujours cette voie, ne rien faire, sans vous en demander la permission. Et que V. E. comptent sur mon entier dévouement chaque fois qu'il Leur plaira de me donner des ordres

Dé Vos Excellences, le très humble, très obéissant et très obséquieux,

Florence, le 25 Septembre 1759.

FR. SERAFIN DE CAPRICOLLE.

Ministre Général des Capucins.

Voici la lettre que le Père Général écrit au P. Provincial de Bastia :

R. P. dans le Seigneur,

Bien que je sois persuadé du zèle qui vous anime, je ne peux, cependant, me dispenser de vous prier de continuer à faire preuve de bonne volonté dans l'accomplissement de votre devoir. D'abord je voudrais que vous ne déléguiez que des sujets capables et dignes, pour visiter les religieux qui se trouvent dans ces couvents que vous ne pouvez visiter vous-même, en vous gardant bien de choisir, pour ces visites, des Custodes, et en vous entendant auparavant, avec le Gouverneur génois. Et afin que tous les religieux sachent ce que j'ordonne, tâchez de leur envoyer une circulaire. Je vous prie de révoquer, en mon nom, la patente de Vicaire Provincial que j'avais envoyée au Père Pierre Paul d'Altiani. Commandez donc, en vertu de la sainte obéissance, à tous vos religieux, de ne reconnaître, à l'avenir que vous seul comme Provincial dont les ordres doivent être exécutés avec ponctualité. Que si tous vos religieux dociles et obéissants entrent dans cette voie, je m'engage à prendre d'autres dispositions qui feront de vous une province unie sous un seul chef. Veuillez aussi commander, en vertu de la sainte obéissance, à tous les prédicateurs de se garder bien de profaner

l'apostolat de la divine Parole, en s'abstenant de sermons qui encouragent la rébellion. Au contraire, *factis et verbis*, ils doivent travailler à ramener les cœurs à la soumission et à l'obéissance au Prince légitime qui est la République Sérénissime, comme l'ordonnent toutes les lois divines et humaines. Enfin, s'il vous arrive de constater, que quelque religieux, peu soucieux du respect dû au Prince légitime et au décorum de notre saint habit, est devenu partisan des rebelles, qu'il est scandaleux, et, qu'au lieu de prêcher les grandes vérités, qui opèrent des conversions à Dieu et des retours au Prince légitime, il travaille, au contraire, contre Dieu et contre la République Sérénissime, vous aurez la bonté de me le signaler et je lui retirerai le droit de prêcher et je le soumettrai à d'autres châtiments. Donnez-nous, au plus tôt, un accusé de réception de cette lettre, et plus tard, tous les résultats de mes décisions. En me recommandant à vos prières, je me redis : Votre tout dévoué et affectionné dans le Seigneur,

Florence, le 25 Septembre 1759

FR. SERAFIN, *Ministre Général.*

Enfin la République de Gênes est satisfaite de la seconde lettre du Père Général et surtout de la lettre que celui-ci écrit au Provincial de Bastia. Voici son décret :

« Le Très-Excellent chef de la Très-Excellente Giunta fait appeler le Père Provincial des Capucins de Gênes et il lui déclare que la lettre du P. Serafin de Capricolle, Ministre Général, en date du 25 du courant, a donné pleine satisfaction car il reconnaît son tort. Ayant constaté, en outre, sa déclaration, qu'à l'avenir il se gardera bien de remuer le doigt, dans des affaires de notre République, sans auparavant causer avec nous, notre Gouvernement, usant de sa bonté vraiment maternelle, a jugé à propos de révoquer son décret d'expulsion contre les Capucins. »

28 Septembre 1759.

Accinelli commente cette décision et ajoute :

Le Père Général a été inspiré de répudier son passé odieux contre la République, car sa partialité pour chef des rebelles obligeait la République à montrer son autorité. Le Père Général aurait été obligé d'héberger 580 religieux qui occupaient 32 couvents dont deux à Gênes. En Corse, il y avait 18 couvents dont 15 en territoire ou commandent les rebelles et 3 là où Gênes règne. D'après le Registre fait à

Rome en 1747, la province capucine de Gênes serait la plus prospère. En Europe, les Capucins ont 1.703 couvents et 30.598 religieux. Le Père Général ne devait pas ignorer que si des désordres se produisaient en Corse contre les religieux, tous les parents seraient intervenus car ces religieux sont tous Corses et l'injustice aurait été vite réprimée.

Le chef des rebelles de Pauli, dès qu'il eut connaissance de ces deux lettres du Supérieur Général des Capucins, songea à convoquer une assemblée des Capucins les plus marquants des quinze couvents qui lui obéissaient et qui avaient comme Vicaire Provincial le P. Pierre Paul d'Altiani, que le P. Général vient de révoquer et il proposa un questionnaire auquel les religieux assemblés eurent à répondre. Et voici le questionnaire que le chef des rebelles, de Pauli, proposa à cette assemblée.

I°) Vous aurez la bonté de déclarer ce que vous pensez de l'attitude de la République de Gênes. A-t-elle le droit de se proclamer très mécontente du Père Général à cause de la lettre écrite à M. de Pauli et du titre de Vicaire Provincial envoyé au père d'Altiani ?

II°) Que pensez-vous du P. Général, qui, sous la menace de Gênes de chasser de ses Etats tous les Capucins, se couvre de déshonneur et de honte, et désavoue et sa lettre et la nomination d'un Vicaire Provincial.

III°) Que dites-vous de ses deux lettres dont une au Sénat de Gênes et l'autre au Provincial de Bastia. Les croyez-vous vraies ou fausses, ces deux lettres, authentiques ou apocryphes ?

IV°) Et si vous admettez leur authenticité, à laquelle de ces lettres du Père Général, vous croyez-vous obligés d'obéir ? A celle écrite au père d'Altiani, ou à celle qu'il vient d'écrire au Père Provincial, au cas que celui-ci en fasse l'usage prescrit ?

V°) Comment trouvez-vous ces grossières paroles contre de Pauli et contre la nation, contenues dans les deux lettres du P. Général ? Seriez-vous d'avis qu'il conviendrait de leur donner le plus grand retentissement ?

VI°) Dites franchement et clairement ce que vous pensez de la situation présente de nos affaires de Corse et mettez-vous en mesure de donner à notre Gouvernement l'assurance de votre sincère dévouement, car le Gouvernement a le droit de douter de votre sincérité, en présence de ce qu'on voit d'irrégulier et de méchant dans les deux lettres du Supérieur Général de votre Ordre.

VII°) Discutez entre vous et ne vous pressez pas. En at-

tendant, sachez que le Général et le Suprême Conseil entendent que chacun de vous doit être libre d'exprimer sa pensée. Mais vous devez répondre très-clairement au questionnaire, n'oubliant pas que le tout est à la gloire de Dieu, au decorum de la religion et de l'Etat.

Le résultat de cette réunion ne se fit pas attendre, car, quelques jours après on vit paraître une page pleine de fiel et de mensonges ayant comme titre : *Réflexions sur la lettre attribuée au Révérendissime P. Serafin de Capricolle, Général des Capucins, lettre que le rebelle de Pauli envoya à l'assemblée des Capucins.*

Voici cette page :

Ce qu'il y a de plus invraisemblable, c'est que le Père Général donne à M. de Paoli, Général des Corses, le titre infâme de chef des rebelles. Qu'il est malheureux l'auteur de cette lettre, remplie de mensonges. On dirait qu'il veut conduire l'intelligence du lecteur à comparer l'élection du Général des Capucins, comme chef de son Ordre, avec celle de M. Paoli, comme chef du Gouvernement du Royaume Corse. L'élection du Père Général eut lieu au milieu d'une bruyante opposition, ce qui ne l'empêche pas d'être Général de son Ordre. Il n'avait pas le droit de donner à M. de Paoli le titre de chef des rebelles, car M. de Paoli, fut, malgré lui, élu au commandement du Royaume de Corse, à l'unanimité de tous les électeurs nobles, bourgeois et du peuple et acclamé par la Corse toute entière. Donc l'élection de M. de Paoli est plus légitime que celle du P. Général des Capucins. Tous les peuples libres ont droit de choisir un homme et d'en faire un Prince chargé de les gouverner. Les gens de Corse étaient des sujets **conventionnels** de Gênes. Tout le temps, Gênes ayant manqué aux conventions, la Corse, qui s'est bien souvent soulevée contre Gênes, vient de prendre les armes contre elle, et on lutte depuis trente ans. Or, avec la plus grande solennité que la loi permet, nous venons de dépouiller Gênes de ses prétendus droits sur la Corse et nous sommes redevenus tout à fait libres. Profitant de cette liberté, les Corses ont élu M. de Paoli. Est-ce que le P. Général aurait la prétention de comparer son élection avec celle de notre Général.

Qu'elle est vraiment ridicule la conduite d'un Souverain qui se sert de la lettre d'un moine pour justifier ses énormités ? Les Corses prouvent que Gênes a été un tyran pour eux et la lettre du Père Général ne détruit en rien cette accusation. La République sent bien ce qu'il lui faudrait, le

droit d'abord et ensuite les soldats. Hélas ! La lettre d'un pauvre moine Capucin n'est capable de lui donner ni l'une ni l'autre de ces deux choses.

.....

Trento, 5 Novembre 1759 (6).

Voici le décret de Gênes condamnant et ordonnant de brûler les deux pages ayant pour titre : « Questionnaire posé aux Capucins assemblés et Réflexions sur la lettre attribuée au P. Général des Capucins, etc., etc., etc.

Les Inquisiteurs d'Etat de la République de Gênes ordonnent au très Illustre Commissaire Général de faire exécuter, par un Ministre de la justice leur décret qui prescrit que soient brûlées publiquement les deux pages intitulées : Questionnaire posé par le chef des rebelles de Pauli aux Capucins et Réflexions sur la lettre attribuée au P. Serafin de Capricolle, Supérieur Général des Capucins. Ordre est donné d'afficher à la colonne des Bancs de Gênes un écriteau portant ce qui suit : Brûlées par un Ministre de la Justice parce que ces deux pages contiennent des principes très pernicieux et détestables contre la République Sérénissime, contre tous les Etats, surtout contre le respect dû au chef d'un Ordre religieux aussi remarquable que celui des Capucins.

De notre chancellerie de Gênes, le 2 Janvier 1760.

Ambroise Doria, député et François Picciardi secrét. (7)

Cette exécution n'empêchait pas le conflit entre deux adversaires irréconciliables de demeurer entier. On comprend ainsi que le Souverain Pontife était tenu d'intervenir personnellement.

Abbé VINCENSINI,

Du Couvent de St-Antoine de Bastia.



(6) Archiv di Stato di Genova.

(7) Archiv di Stato di Genova.

La Ville de Balania

et la

Chapelle de San Ciprianu

EN BALAGNE

« **L'Archivio Storico di Corsica** », dans son n° 2 de l'année 1931, a donné un magistral travail de Madame Edith Southwell-Colucci sur les « **Chiese pisane e ricordi storici di Balagna** ».

Cet auteur possède le manuscrit de Romulus Carli, membre de la Fédération française d'Archéologie et, grâce à lui, passe en revue les plus antiques édifices balanins. Dans nos archives familiales, nous retrouvons ces notes historiques, parues dans le « Petit Bastiais » en 1894 et nous savons ainsi, qu'elles ont été tirées en grande partie des manuscrits de l'érudit professeur Hortensius Savelli de Speloncatu, grand oncle de Romulus Carli.

Nous sommes surpris, cependant, de ne pas voir figurer dans ce bel article deux édifices de l'époque gothique : la chapelle champêtre de San Marcellu, sur le territoire d'A-regnu, actuellement en ruines et celle de San Ciprianu, bien conservée, livrée au culte et située à peu de distance, sur le territoire de la commune de Corbara.

Ces deux sanctuaires, érigés dans la plaine de Balagne proprement dite, le premier près du ruisseau l'Onda, l'autre près de celui de Pastinadu, sont à quatre km environ de ces deux villages et à près de deux, du port d'Argajola.

Ils intrigueraient par leur éloignement, si nous ne savions pas qu'ils sont les jalons des anciens hameaux composant avec Argajola l'antique cité de Balania, indiquée par Strabon, Claude Ptolémée, Pline l'ancien, puis par le docteur Morati dans sa « *Prattica manuale* » et le professeur allemand G. Freund, dans son « *Dictionnaire Géographique* ».

Nous dirons que le port d'Argajola ne serait qu'un hameau de cette agglomération, détruite par les Romains (voir page 2 des « *Chroniques de Giov. de la Grossa* »), parce que ce port serait identifié aux dires de quelques érudits, dont le docteur Morati, avec l'ancienne Argha, portant également le nom d'une ville de la Phénicie.

Depuis Strabon, le nom de la « *Balanea civitas* », nous

est parvenu sous les diverses formes de : Bapanes, Vapanes, Balanta, Balania, Banania et Balagna.

Parmi toutes les explications données sur l'étymologie du mot : « Balagna » (lieu de bains ou lieu de chênaie), on est tenté d'adopter celle de Morati, disant que cette cité de Balania, qui a donné son nom à la province de Balagne, était ainsi nommée en souvenir de Balanea, ville natale des Phéniciens, qui la fondèrent en même temps que le bourg d'Argha, l'actuel port d'Argajola.

Comme preuves de l'existence des divers hameaux de la cité de Balania, nous citerons, parmi les trouvailles faites près de la chapelle de San Marcellu, les fameuses plaques en bronze du vétérân de Vespasien, qui firent l'objet d'une intéressante étude dans le Bulletin de la Société des sciences historiques de la Corse, sous la signature du Professeur A. Ambrosi.

Dans notre propriété « Padula » à cent mètres de la chapelle de San Ciprianu, citons les trouvailles de monnaies romaines, depuis Fannius consul (149 avant J.-C.), jusqu'à celles de l'empereur Valentinien (364 de notre ère, époque de l'invasion des Vandales).

A noter aussi trois pièces juives, portant, d'un côté, l'étoile du macrocosme, dit Bouclier de David ou Sceau de Salomon et, à l'avvers, l'inscription hébraïque : Anochi Israël (Je suis Israël).

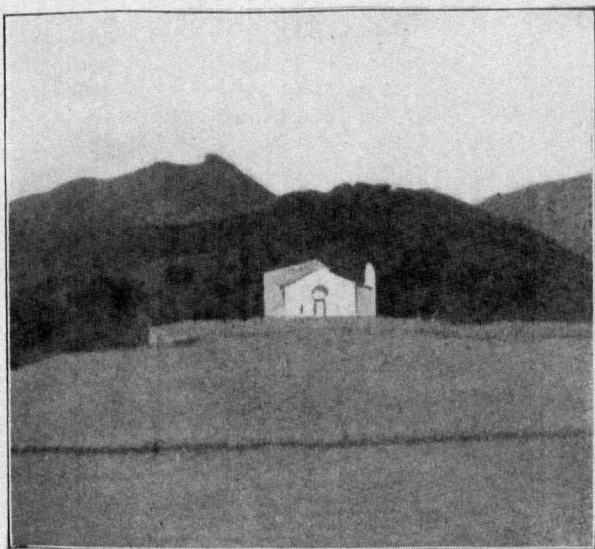
Elle représente donc, d'un côté, le plan de l'Univers, donné par Dieu à Moïse, d'après la Bible et de l'autre, le nom de l'Eternel, suivi de celui du royaume d'Israël.

Il est à présumer que quelques-uns des esclaves juifs, déportés en Corse, après la destruction du temple de Jérusalem par les Romains, furent enterrés en cet endroit, avec ces souvenirs de leur patrie.

La chapelle de San Ciprianu est sous le vocable des saints Cyprien et Corneille pape. Elle est placée sur un mamelon de la plaine de Balagne et on retrouve en elle les caractéristiques de la Trinité d'Aregnu.

Face au couchant apparaît encore le linteau en plein cintre de la porte d'entrée, aux pierres alternées, blanches et vertes, semblables à celles des murs extérieurs, malheureusement recouverts d'une épaisse couche de chaux.

Cette alternance de pierres aux couleurs différentes nous est d'ailleurs confirmée par une petite peinture sur bois, où l'on remarque une fenêtre près du clocher, bouchée par la suite, mais où ne figure pas l'ermitage contigu, (construit en 1769).



Chapelle de San Cipriano

(On voit sur l'image au fond, à gauche, le mont Guido Savelli et au premier plan la colline sur laquelle s'élève le Château des Pinaschi de Corbara, transformé par la suite en chapelle de N.-D. des Douleurs. — Corbara se trouve derrière).

Ce tableau représente deux personnages (père et fils) à genoux près de la chapelle, au-dessus de laquelle surgit des nuages St Cyprien les bénissant de la main.

De vieux paysans traduisaient en dialecte corse, par : « Vœu fait, grâce reçue », l'inscription « V.F.G.R. — A.D. 1719 », de cet ex-voto et racontaient qu'un individu, réfugié dans la chapelle, se cacha au fond de l'abside sans issue à l'époque, le dos contre le mur de l'autel. Ses ennemis jetèrent un rapide coup d'œil par les portes latérales de l'autel et sortirent précipitamment, pour poursuivre leurs recherches à l'extérieur. Ce fut un miracle, s'il ne fut pas aperçu, dit cette légende, que nous trouvons consignée dans le manuscrit « Corbara ».

C'est avec intérêt qu'on constatera aussi le curieux symbolisme de cet oratoire. Notons que quatre corbeaux à l'intérieur soutiennent sa toiture et les quatre symboles sculptés dessus représentant une figure d'homme, un carrefour, une main droite ouverte et un arbre de vie gardé par deux lions.

Ces symboles représentent Jésus, sous ses quatre aspects de Dieu, Roi, Homme, Rédempteur, suivant le thème des quatre évangiles, que confirme cette parole du Fils de l'Homme : Je suis la voie, la vérité et la vie ».

Dans son livre « **Della vita, virtù e miracoli del B. Alessandro Sauli** », (Bologna, 1741), le père D. Pietro Grazioli raconte les faits de ce Saint Evêque d'Aleria, pendant les trois ans passés à Argajola et surtout ceux du jubilé de 1575. A cette occasion toutes les paroisses de son diocèse vinrent en procession à San Ciprianu. Le chemin d'Argajola à cette chapelle était si mauvais, que le Bienheureux Sauli, habillé dans une toile de sac, pieds nus et portant une grande croix, eut les pieds en sang.

La tradition prétend que du parapet de l'enclos de la chapelle (et non pas à l'intérieur), l'évêque prêcha si bien, que tout le peuple amassé dans le champ alentour pleurait et criait : Miséricorde ! Miséricorde ! — provoquant de nombreuses conversions et réconciliations, ajoute le Père Grazioli.

Le manuscrit « Corbara » rappelle une légende constante à Argajola, qu'on ne retrouve pas dans le livre du Père Grazioli, bien qu'il fasse mention des rixes et mœurs excrables des habitants d'Argajola.

Un vieil Argajolais, lisons-nous, se lamentait de voir sa petite ville périlcliter de jour en jour et prétendait que la malédiction pesait sur elle depuis que le Bienheureux Sauli

avait été brutalement souffleté, un jour qu'il s'efforçait de calmer une rixe éclatée dans l'église d'Argajola.

Comme preuves de ce châtement, ce bon vieux comptait les calamités survenues depuis ; entre autres : la création d'Ile-Rousse, par le général Paoli et, surtout, le sac d'Argajola en 1643 par 800 pirates barbaresques.

A cette occasion, la jeunesse belliqueuse de nombreux villages se porta spontanément au secours d'Argajola, tandis que la garnison génoise se tenait, d'après Morati, lâchement enfermée dans la grosse tour.

Plusieurs de ces jeunes gens furent emmenés en captivité et leur rachat nous est confirmé par la « *Prattica Manuale* » et les « *Ceppi* » des notaires de Corbara de l'époque, que nous conservons précieusement.

D'autres moins heureux périrent et furent enterrés dans l'enclos de San Ciprianu. Au cours des travaux de nivellement, près du clocher et de son ermitage, divers squelettes aux dents magnifiques furent découverts sous de grosses dalles ; ils y reposent encore et nous conservons une bague en argent, avec écusson, trouvée lors de ces découvertes.

Nous ne voulons pas terminer ces notes historiques, sans dire un mot sur la légende du trésor de San Ciprianu. Des fouilles furent effectuées en pure perte, au pied de l'autel, endroit indiqué par la tradition locale.

Quelques vieux édifices ont leur légendaire trésor, mais celui de San Ciprianu doit sans nul doute son origine à la « *Catochite* », pierre fabuleuse, que Pline prétendait se trouver autour de la cité de Balania.

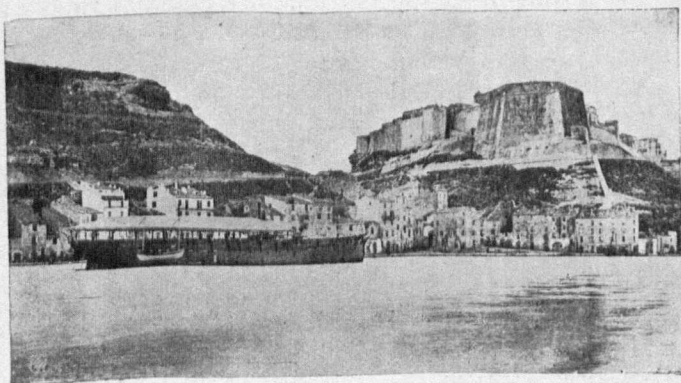
De nombreux auteurs ont fait mention dans leurs écrits de ce « *gignit catochitem* » du naturaliste latin précité. André Chevet, d'Angoulême, dans sa « *Cosmographie du Levant* » (1554), la place aussi dans le champ de San Ciprianu. Morati, qui ne pouvait se dispenser d'en parler, ajoute prudemment : « *La verità di che lascio a suo loco* ».

Si San Ciprianu possède un trésor, c'est, n'en doutez pas, celui des nombreuses grâces divines, que les croyants trouvent dans ce vieil oratoire.

A cet effet, notre village de Corbara y fait deux processions annuelles, l'une le lundi de Pâques ; l'autre, plus importante, le jour de la St Cyprien, où au cours de la messe a lieu sur l'habit blanc des Pénitents l'imposition du camail rouge brodé or au nouveau prier de la Confrérie corbaraise.

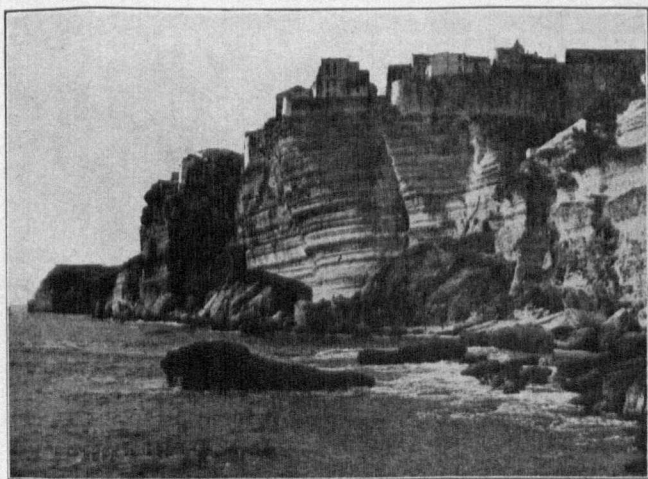
PIERRE SAVELLI DE GUIDO.

Membre de la Société d'Archéologie lorraine.



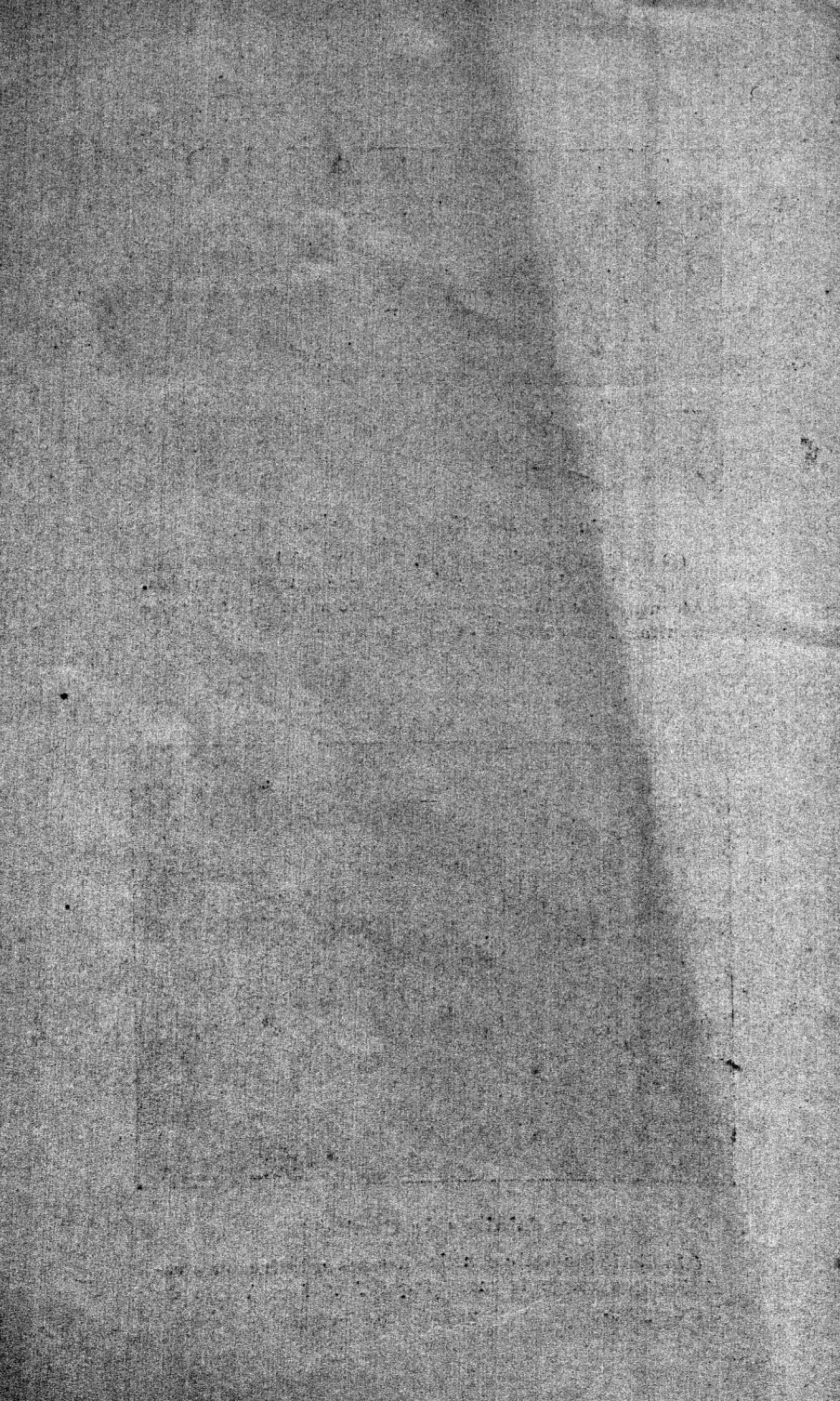
Vue de Bonifacio et de sa baie

(On voit à gauche le Pian Capellu, où les Aragonais avaient, lors du siège de 1420, installé leurs bombardes. Au milieu de l'image passe la route nationale qui relie Bonifacio au reste de la Corse).



Les falaises de Bonifacio

(On distingue nettement les assises calcaires et stratifiées que ronge la mer et qui font face à l'île de Sardaigne).



BONIFACIO

Souvenirs vécus.

C'est toi, que l'on voudrait chanter toujours quand une fois l'on t'a connue.

Car c'est toi que l'on a nommée si justement : « La Ville unique au monde ».

En effet, la nature et les hommes ont contribué, concurremment, à faire de la pointe méridionale de la Corse une des terres les plus originales qui soient. Non pas une terre de prédilection, moins encore une terre d'abondance, mais un milieu intermédiaire où les êtres et les choses se trouvent également bien, sous la chaude caresse d'un soleil généreux, au bord des flots nuancés aux caprices du ciel.

Il semble d'ailleurs qu'ici les extrêmes se touchent, s'associent, pour former de leurs contrastes la plus suggestive des visions, le plus inoubliable des souvenirs. Et comme il arrive souvent aux choses de ce monde, leur genre de beauté a de mystérieuses affinités avec les yeux qui les contemplent ; elles attirent ou repoussent, plaisent ou déçoivent : de l'un et de l'autre sentiments sont nés cette conception éternelle de la beauté et de la laideur, ce consentement tacite de l'âme à aimer ou à haïr telle ou telle forme préétablie.

En posant pour la première fois les yeux sur Bonifacio, ce joyau incrusté dans la Corse, les sentiments et les sensations s'équilibrent sans effort dans une douce plénitude ; car harmonieux est le cadre qui l'enferme de toutes parts ; immense cercle bordé d'un côté par les monts aux crêtes modestes, de l'autre par la mer dont l'horizon se perd là-bas vers les côtes italiennes.

A voir cette vieille cité, véritable nid d'aigle, suspendue de 80 m. au-dessus de l'abîme, comme figée dans son passé et enormie dans sa gloire, à l'écart des luttes politiques du pays, dans le silence où la confine l'isolement et la très particulière situation qu'elle doit aux confins du rivage auquel elle est ancrée, à la voir ainsi, il faut faire effort pour parvenir à l'identifier à l'une ou à l'autre de ses sœurs corses. Elle s'en distingue par tant de côtés à la fois ! Ses monuments, ses mœurs, son langage en ont toujours fait une terre presque indépendante du reste de la Corse. Nous rappellerons ici pour mémoire l'admirable travail de M. Camille Enlart publié dans la « Revue de la Corse » sous ce titre : « **Les Monuments du Moyen-Age en Corse** » et que le re-

gretté A. Clavel édita en une luxueuse brochure. Ce savant, dont la simplicité égalait la bonté et que la mort prit soudainement, fut deux fois l'hôte de Bonifacio qu'il étudia au point de vue archéologique ; ses travaux, après ceux de Mérimée, de J. de Laurière et de Carlo Arù, établissent de façon certaine l'influence souvent combinée de l'art pisan et de l'art génois. Ce dernier surtout y laissa une empreinte ineffaçable. Le sceau de sa domination s'y retrouve un peu partout. Les pierres, dans leur vétusté, les hommes, dans leur langage, réalisent cette unité de durée au sein du monde moderne.

Et malgré le tourisme qui commence à déferler sur ses bords, elle est, elle restera toujours la ville médiévale, la cité unique ; et pour les amants du passé comme pour les familiers du rêve, le lieu cher qui captivera leurs âmes. Si l'on veut emporter de ce séjour une image ineffaçable, il faut vouloir se passer de guide. A cette condition seulement on en goûtera très intimement les beautés ignorées, méconnues ou dédaignées. Seul on s'engagera dans ses rues étroites et tortueuses, souvent désertes et sans symétrie ; à loisir on s'arrêtera devant ses hautes et vieilles maisons qui parlent du passé ; on visitera ses églises et la plus belle de toutes : Ste Marie Majeure avec sa loggia qui, sous le dalage, renferme la citerne qui alimentait autrefois Bonifacio ; on fera le tour des remparts et l'on franchira la lourde porte de la citadelle ou pont-levis, et tout en descendant l'escalier primitif, on admirera le magnifique panorama de mer qui s'étend à droite jusqu'en Sardaigne, alors que la marine à gauche dessine ses toits rouges au fond du fiord qui la protège. L'on peut descendre à la mer près de la chapelle St Roch, par un escalier étroit et malpropre mais qui permet d'accéder au cœur de la falaise rongée, déchiquetée, et d'avoir un coup d'œil superbe sur la mer à ses pieds et sur le surplomb qui, vu de bas en haut et par côté, semble tenir comme par miracle à sa base usée, corrodée par l'action incessante des vagues ; le soleil avec ses jeux de lumière sur la falaise amplifie encore cette sensation de chute imminente dans l'abîme.

Vu du Campu Romanellu, qu'une profonde dénivellation de terrain sépare de Bonifacio, le tableau revêt un aspect de magnifique et virile beauté. Telle une arche immense apparaît le côté nord de la ville, feignant de sa proue puissante l'onde qui étincelle sous le feu de myriades d'arcs-en-ciel, tandis que le surplomb découpe une ossature effritée qu'une lumière impitoyable fouille en ses moindres replis. A nos pieds, l'eau bat le plateau déshérité où toute vie semble

éteinte. Désert en miniature, lieu de désolation, chaos de pierrailles entassées, de rocailles brûlées, calcinées sous l'incandescence solaire, sans une goutte d'eau, sans un brin de verdure... la stérilité ? pas même. La mort ? pis encore : le néant. Et instinctivement, comme saisis d'effroi, nos yeux franchissent d'un bond, pour ainsi parler, le saut qui relie les deux plateaux en même temps qu'il les sépare inéluctablement. Pour ceux qui aiment la loi des contrastes, rien au monde n'est plus saisissant que ce côté à côté permanent de la vie et de la mort sur un espace aussi restreint, imprégnant de beauté et d'horreur ces lieux auxquels une nature fantasque a prodigué cependant des trésors d'harmonie.

Rentrons dans la cité des vivants par l'escalier primitif, véritable vestige d'un temps révolu mais singulièrement évocateur de la vie pénible, fatigante et obsédante d'autrefois, quand la belle route en contre-bas n'existait pas. C'est là, sur ces marches usées, polies par les générations successives, que l'on peut faire, sans effort, l'étude psychologique la plus intéressante. Le Bonifacien, que le modernisme n'a pas encore touché, en est toujours aux coutumes patriarcales. Imperturbable, on le voit, à la montée ou à la descente, juché sur son âne patient et résigné dont le corps maigre et meurtri semble à chaque pas s'affaisser sous le poids qui l'écrase. On détourne la tête pour ne plus voir : mais le mal est endémique, et soit qu'il aille au champ ou à sa provision d'eau potable, l'indigène est toujours sur son âne.

La privation de l'eau dans la ville a de tout temps nécessité ce va et vient journalier des petits ânes chargés de barillets, les uns montant le précieux liquide, les autres descendant à la source. Spectacle original sans doute, sujet d'étonnement surtout. Aujourd'hui, Bonifacio possède trois bornes-fontaines qui sont autant de trésors. Eau fraîche à volonté, quel miracle ! après en avoir connu la disette pendant si longtemps.

Mais, si la corvée de l'eau, si absorbante pour l'homme, si dure pour la bête, a pris fin, leur collaboration étroite demeure — on la voudrait plus humaine — et laisse l'impression que rien n'est changé. C'est à l'Orient que l'on songe ! quand les yeux brûlés par l'éclat du soleil, on contemple ces mœurs primitives, rudes et simples qui portent en elles un peu d'âpreté et de la majesté des lieux qui les ont enfantées.

Nous errons toujours sans autre but que d'admirer, et nos pas plus lucides que notre pensée nous conduisent presque en ligne droite à l'extrémité sud de la presqu'île, jusqu'au cimetière qui l'occupe.

Ici, la voix rythmique de la mer berce de son chant éternel le mystère de la mort. Parmi les riches mausolées éparpillés comme des fleurs au soleil, çà et là se cachent de petits tertres timides où reposent, sous la terre légère, les pauvres de ce monde. Il y en a à Bonifacio comme ailleurs ; mais le pauvre y jouit chaque jour des faveurs du ciel, sous le double don de la chaleur et de la lumière qui l'accompagne jusqu'à l'ultime demeure.

La nuit tombe. La douceur de l'Angélus nous rappelle au monde des vivants, et l'on refait en sens inverse le chemin parcouru, emportant de cette visite à la mort, de ce silence et de cette solitude, de ces tombeaux marmoréens dont l'éclat éblouit le regard un peu de cette mélancolie indéfinissable qui tient des regrets, des larmes séchées et du parfum des âmes envolées.

Mais le ciel, ce charmeur ineffable, accorde bientôt nos pensées au suprême objet de notre culte, l'espérance. Bonifacio baignait déjà dans une atmosphère opaque que la cité des morts s'éclairait encore de lueurs phosphorescentes comme une terre toute chargée d'âmes s'animerait au vol des esprits. Et nous recueillîmes comme un gage sacré cette certitude de vie, ce sourire de la mort, cette aurore triomphale qui se levait sur la nécropole bonifacienne.

De cette terre abrupte, hérissée sur l'abîme, on a la nostalgie du revoir : jusqu'au remords.

REGULUS.

Le mouvement démographique en Corse

Nous n'avons eu les résultats démographiques de la France pendant le troisième trimestre 1931 qu'en 1932. Mais les mauvaises nouvelles arrivent toujours trop tôt. Voici les chiffres qui intéressent la Corse :

Nombre des mariages : 383 au lieu de 408 pendant le troisième trimestre 1930.

Naissance d'enfants : 937 au lieu de 915.

Nombre des décès : 778 au lieu de 766.

Il y a donc eu excédent de 22 naissances par rapport à l'année précédente, mais l'augmentation des décès a réduit ce modeste gain. En somme pour une période de trois mois, la Corse entière n'a enregistré qu'un excédent de 159 unités.

D'ailleurs un nouveau document est venu confirmer cette

pénible constatation. Le « Journal Officiel » du 29 avril 1932 a publié le rapport concernant la statistique annuelle du mouvement de la population en France et voici les chiffres que nous y relevons au sujet de la Corse.

Notre département est indiqué comme étant celui où le nombre des mariages est le plus faible : 88 pour 10.000 habitants, alors que la Savoie, qui le précède de près, arrive à 117.

Il en est de même pour le nombre des enfants déclarés vivants. La Corse arrive au dernier rang avec 127 pour 10.000; au-dessus vient l'Ariège avec 131, tandis que le Pas-de-Calais donne 314 enfants pour 10.000 habitants.

Mais notre pays est heureusement celui où la mortalité est la plus faible : 115 pour 10.000 habitants, alors que le Lot arrive à 210, et détient un funèbre record.

La statistique donne encore pour 1931 un total de : 297.235 habitants, avec : 1.302 mariages, 64 divorces, 3.765 naissances, 119 morts-nés, 3.404 décès, dont 373 de moins d'un an.

Il y a donc eu excédent de 361 naissances.

La proportion pour 10.000 habitants a été de :

Pour les nouveaux-nés : 94 en 1930, 88 en 1931.

Pour les naissances : 129 en 1930, 127 en 1931.

Pour les décès : 106 en 1930, 115 en 1931.

Pour l'excédent des naissances sur les décès : 23 en 1930, 12 en 1931.

Voilà un tableau comparatif qui n'engendre pas l'optimisme. Il montre bien que notre décadence démographique s'accroît et que le mal ne tardera pas à devenir mortel pour le pays et pour la race. Les chiffres suivants, relatifs à chaque arrondissement, ne modifient pas l'impression que les premiers nous ont laissée. Les nombres entre parenthèses se rapportent à l'année 1930 :

Ajaccio. — Population : 77.101 ; mariages 353 (378) ; divorces 19 (17) ; naissances 996 (967) ; morts-nés 44 (40) ; décès 992 (874).

Bastia. — Population : 114.727 ; mariages 517 (529) ; divorces : 26 (33) ; naissances : 1.427 (1.430) ; morts-nés : 46 (43) ; décès : 1342 (1220).

Corte. — Population : 54.104 ; mariages : 251 (265) ; divorces : 10 (7) ; naissances : 800 (815) ; morts-nés : 46 (43) ; décès : 678 (626).

Sartène. — Population : 51.063 ; mariages : 181 (223) ; divorces : 9 (10) ; naissances : 542 (620) ; morts-nés : 7 (14) ; décès : 392 (432).

A. A.

BIBLIOGRAPHIE

Notes géologiques sur la Corse. — M. E. Maury, l'homme qui connaît le mieux la géologie de la Corse et qui a le plus contribué à nous la faire connaître, vient de publier trois articles sur ce sujet dans le Bulletin de la carte géologique. Le premier (Tome XXIV, n° 178, année 1931) s'efforce de résoudre la question si complexe des nappes austro-alpines de la région du col de San Colombanu. Sa démonstration, appuyée sur plusieurs coupes, tend à prouver que la zone des terrains entre Castifao, Pietralba, Losari et Ostriconi comprend deux séries, une ophiolithique à peu près complète, telle qu'elle a été étudiée en Suisse et en Italie, et l'autre d'âge tertiaire qu'il reste à déterminer. Pour ne pas donner à ce compte-rendu un caractère trop ardu et rebuter les non-initiés, nous ne suivrons pas le savant auteur dans sa discussion. Nous nous bornerons à résumer ses conclusions. Toute la zone Palasca-Novella, et même les diabases de la Navaccia constituent un complexe d'écaillés superposées comprenant : 1° une série autochtone avec du granite et du gneiss à la base puis du primaire avec roches éruptives basiques ; 2° au-dessus une série nummulitique avec poudingues de Palasca, surmontés par les schistes argileux du flysch ; 3° une breche dont l'épaisseur est au moins de 10 mètres, sorte de mylonite comprenant surtout des calcaires du carbonifère, du trias et du jurassique ; 4° une série ophiolithique d'âge jurassique avec diabases, radiolarites, calcaires blancs à **Calpionella**, jaspes noirs et calcaires marneux (La nappe de l'île d'Elbe s'y rattacherait) ; enfin 5° une nappe de grès et de schistes argileux. Toutes ces écaillés et d'autres encore constitueraient un synclinal de nappe. Loyalement M. Maury avoue qu'il lui est impossible actuellement de tout expliquer. Du moins a-t-il, en collaboration avec Termier, découvert l'essentiel. Une excellente carte géologique accompagne la démonstration.

Cette brochure atteste déjà l'intérêt que M. Maury porte à la Corse où tant de problèmes restent à résoudre et dont la solution est de nature à nous expliquer mieux toute la région alpine et méditerranéenne. Aussi a-t-il voulu exposer quelques-uns de ces problèmes à toute une mission de savants étrangers, anglais, canadiens, belges, hollandais, allemands, polonais, tchèques, qu'il a, l'an dernier, conduits dans notre île et accompagnés pendant huit jours autour du Cap Corse, à Macinaggiu, à Centuri, à Patrimoniu et naturellement autour de San Colombanu où, dans les calcaires énigmatiques du col, au milieu des galets de granite et autres roches primaires, un de ses compagnons, M. Jodot, trouva une microfaune carbonifère, découverte qui permit à M. Maury de compléter ses hypothèses sur la région (cf. l'étude précédente) et de constater la similitude presque complète de cette zone de terrains avec la série ophiolithique de la Suisse et de l'Apennin. La caravane rendit ensuite visite aux curieux poudingues de Venacu, à la protogine du Fiumorbu, qui montre ici le maximum d'écrasement, aux calcaires rubanés avec brèches calcaires du trias qui portent la citadelle de Corte, à la vallée de la Restonica creusée dans la protogine, aux cipolins ou marbres de Corte, aux calcaires de Caporalinu, à la montagne si curieuse de Pedani où la nappe de charriage venue de l'ouest se montre nettement, aux radiolarites de Bocca Cerna, aux gorges de Santa Regina dans le granite écrasé, au col de Verghiu avec sa granulite à riebeckite, aux gorges de la Spelunea où la granulite est bardée de ro-

ches éruptives variées et enfin, après avoir admiré le mont Senninu, avec ses éruptions rhyolithiques antépermienues et les Calanques granitiques, la mission termina à Ajaccio sa randonnée. Ce fut une course trop rapide dans le paradis de la géologie, suivant l'expression de Gueymard, sans incident fâcheux, par un temps merveilleux, qui laissait les excursionnistes ravis de leur voyage et emportant le meilleur souvenir du bon accueil des populations. — Ce récit a été publié dans la 4^e série du tome xxx du Bulletin de la Société Géologique).

C'est dans le même recueil, tome xxxiv, n^o 180, (1931) que M. Maury a fait paraître une **Etude Hydrologique des terrains de l'île de Corse**. Appelé par la plupart des communes insulaires à donner son avis compétent sur les projets d'adduction d'eau potable, il a pu se faire une opinion scientifique sur les ressources des nappes aquifères de notre île. Ses conclusions sont assez pessimistes. D'abord, dit-il, les étés y sont d'une sécheresse prolongée qui dure quatre mois et même six. Ensuite les sources ont vu leur débit diminuer au point que l'alimentation des habitants est devenue insuffisante. Or, c'est un besoin urgent pour les communes d'améliorer cette situation. Souvent l'eau dont la population se sert ou pourrait se servir provient des torrents, des eaux superficielles, même des eaux d'arrosage, de sorte qu'elle est douteuse, sinon contaminée par les animaux domestiques qui errent un peu partout.

Après avoir posé la question dont la solution est liée à la santé des insulaires, M. Maury passe en revue les différents terrains. Les granites, qui couvrent les deux tiers de l'île, sont imperméables et ne laissent guère pénétrer les eaux de pluie, sauf quand il y a diacase. Les sources y sont rares mais pures et fraîches. La diorite se désagrége assez facilement et donne alors des sources à grand débit et merveilleusement filtrées ; mais elles sont localisées. De même la granulite, qui est plus abondante ; mais où le débit des résurgences est en relation avec l'étendue de la surface boisée. En général, dans les terrains primaires, la nappe aquifère est peu importante, les points d'eau sont rares et des espaces de plusieurs kilomètres carrés en sont dépourvus. Dans la zone orientale, dite des schistes lustrés (un tiers de la Corse), les nappes existent entre les schistes micacés imperméables et les schistes amphiboliques, mais trop chargées de carbonate de chaux. Les roches vertes ne contiennent de l'eau que s'il y a diacase (ou fissure) ; seuls leurs éboulis sont assez bien pourvus, comme dans une partie du Cap Corse. Les roches sédimentaires d'Ile-Rousse à Portuvecchio, puis de Bonifacio, d'Aleria, de Saint-Florent, de Ponte Leccia, sont assez pauvres. Les alluvions anciennes et récentes ont une nappe souterraine provenant des infiltrations fluviales, que, par pompage, on pourra ramener à la surface. Mais il est à craindre que le voisinage de la mer ne leur donne mauvais goût, comme à Bonifacio en été. Certaines communes, comme Corte, Bastia, Ajaccio s'alimentent par captage des cours d'eau. Or on sait qu'à Corte ces eaux sont polluées pendant une partie de l'année ; elles le sont plus sûrement encore à Ajaccio, à cause de l'existence du canal d'amenée de la Gravona qui est à découvert, et doivent être verdunisées. Il faudrait, termine M. Maury, que des barrages avec grands bassins soient construits à travers certaines vallées pour suppléer au manque d'eau potable et d'arrosage. En tout cas, même quand toutes les sources seront captées, l'alimentation en eau potable sera insuffisante en Corse.

Cette conclusion pessimiste, formulée par l'homme qui connaît le mieux notre sous-sol, devrait bien faire réfléchir nos compatriotes

et les persuader, plus que toute littérature passée, présente et future, que le reboisement s'impose d'extrême urgence et que l'arbre doit nous être sacré. L'incendiaire est un criminel et un antipatriote, qui prépare la mort par la soif de ses compatriotes.

Les églises pisanes de la Corse. — Madame Southwell-Colucci, dont nous avons plusieurs fois parlé à nos lecteurs, connaît admirablement la Corse. Elle y est née, elle l'aime et elle la parcourt dans tous les sens depuis son enfance. Grâce à un ancien manuscrit de l'archéologue balanin Romulus Carli (manuscrit dont elle n'aurait pas eu besoin) elle a coup sur coup donné à deux revues italiennes une intéressante documentation sur les églises pisanes de Balagne. Non un article pédant et bourré de termes techniques qui rebutent un profane, mais une description colorée, littéraire autant qu'artistique, accompagnée d'excellentes photographies prise par elle-même. L'article de l'Archivio storico di Corsica : **Chiese pisane e ricordi storici della Balagna** (7^e année, avril-juin 1931, n^o 2) est peut-être plus savant, comme il convient à une revue grave, celui des **Vie d'Italia** est plus touristique, mais dans l'un comme dans l'autre cas, c'est une promenade avec description du paysage qui sert de cadre au monument et le fait mieux apprécier. La Balagne, cette contrée riche et peuplée qui a toujours tenté les peuples colonisateurs, où les Romains après les Grecs ont laissé leurs traces, avait également attiré les Pisans. En aucune autre région leur influence architecturale n'a laissé des vestiges plus nombreux, Mme S.-C. les énumère. Suivons-là. Il n'y a pas de meilleur guide.

Ce sont d'abord les murs de la piévanie d'Ostriconi, forteresse plutôt qu'église, sous un escalier de laquelle se trouve le vieux bas-relief figurant un serpent qui s'élance vers une étoile ; puis la chapelle de Santa Reparata qui conserve, bien que remaniée, son caractère roman et le sanctuaire de la Madona du Lazio (Latium) avec ses sculptures anciennes maçonnées dans des murailles récentes : il aurait remplacé un temple romain, comme pourraient le faire croire les curieuses souvenirs de l'antiquité conservés dans la toponymie : Via Appia est le sentier qui conduit à Corbara, Tevere (Tibre) le ruisseau qui court dans la vallée, mont Celiu (Cœlius) la colline qui la surplombe. Plus loin se dresse le couvent de Corbara, du siècle dernier, dont le seul mérite est d'être le plus important de l'île, mais il est voisin de l'église de la Trinité, un vrai petit bijou architectural, que Léonard de Saint Germain, au cours de son voyage de 1869, signalait déjà comme digne d'admiration. Dans les mêmes parages est San Cesaréu, surnommée la Mascherata ; elle appartient au pur style pisan, mais elle est un peu abîmée par d'énormes contreforts qui en cachent la pureté des lignes. A Ville di Parasu, la collégiale a été en partie édifiée avec les ruines de San Martinu et de San Stefanu, au XVI^e siècle ; de nombreuses pierres ont été dispersées, ont servi à construire des maisons et même des cabanes à poules, comme le prouve, sur l'une d'elles, ce curieux tympan de porte portant en relief un aigle piétinant un dragon, de facture archaïque. Près du couvent de Tuani, l'église de San Giovanni est abandonnée, transformée en étable, bien que son caractère roman méritât plus de respect. De même la chapelle San Bartoloméu, près d'Occhiatana. Aux environs de Lumiu, au milieu du cimetière, se trouve San Petru, qui aurait été l'église paroissiale du village de Zomani, détruit par les Sarrasins ; son antiquité est attestée par l'abside en cul de four et trois énormes têtes de lion sur la façade principale.

A Calenzana se trouve le sanctuaire le plus vénéré de tous, celui de Santa Restituta. Ses origines remonteraient au III^e siècle. Les

deux chapelles latérales et la coupole octogonale sur une abside carrée seraient du XVI^e siècle. Les murs latéraux portent des plaques de faïence décorée (comme à Santa Caterina de Siscu). L'ensemble appartient au style Renaissance. Le corps de la sainte reposerait dans un humble sarcophage sous le maître autel, mais le fait est mis en doute par beaucoup d'auteurs. Mme S.-C. après avoir énuméré les prétentions de plusieurs localités à la possession du corps de Santa Restituta (ou Reparata) admet qu'il existe à Calenzana quelques ossements de la véritable sainte, peut-être celle dont les reliques furent données par Léon IV au roi Lothaire et transportées à Soissons. Non moins intéressante est la chapelle San Ranieru de Montemaggiore, qui a été classée comme monument historique. L'ancienneté en est attestée par ses pierres blanches et noires alternées, par les deux têtes archaïques de la façade et par deux chapiteaux sculptés près des portes, l'un d'eux porte un serpent enroulé sur lui-même et l'autre deux têtes plus grandes que nature, dont l'une a de longues tresses pendantes. On a découvert sous l'autel trois reliques qui sont précieusement conservées.

Là se termine la promenade archéologique de Mme S.-C. publiée par l'Archivio storico di Corsica. On en retrouvera les principales descriptions et les plus importants monuments dans l'article qu'elle a confié aux **Vie d'Italia : Vecchie chiese corse** (déc. 1931, revue mensuelle du Touring Club Italien) et dans lequel elle examine sommairement les détails des chapelles de Balagne et des autres églises pisanes, la Canonica, San Pertéu, San Michele de Muratu, San Panceraziu de Casinca, etc. L'étude est accompagnée de belles illustrations.

Omessa, étude monographique régionale par M. le lieutenant-colonel Berlandi, avec préface de M. Camille Piccioni, brochure de 48 pages. Imprimerie du Petit Bastiais, prix 5 fr. — L'auteur a rédigé, sans prétention, une courte notice sur son village, en utilisant les documents de seconde main qu'il possédait, en particulier la chronique de Giovanni de la Grossa. Nous aurions préféré qu'il en écrivit davantage. Le passé d'Omessa pourrait fournir les éléments d'un gros livre. Par sa situation, par ses souvenirs préhistoriques, dont le vase en bronze qui figure au Louvre est le plus beau, par son rôle politique, par les actes historiques des habitants ou de ses enfants, le village tient une place importante dans l'histoire de la Corse. Nous souhaitons que l'amour de la petite patrie et de la France, qui inspire les chapitres I et II de cet opuscule, conduise le colonel Berlandi à tenter une monographie plus vaste et illustrée. Il en trouvera le modèle dans notre Campoloru, dans le Calvi de M. Serveille, dans le Roglianu de M. Martini, ou dans le Venacu qui qu'élabore en ce moment même notre collaborateur M. Vinciguerra.

Le Rotulu d'Olmetu. — On aura une analyse intéressante de ce recueil de documents dans le **Petit Marseillais** du 22 mars 1932. Le Conseil municipal a voté un crédit spécial pour l'analyse, l'annotation et la traduction des principaux passages du manuscrit. Combien d'assemblées communales seraient capables de consentir une pareille dépense et de témoigner un égal respect à un amas de **scartafaccioli** ! Les documents du registre sont divisés en trois groupes : Ceux qui intéressent l'administration et le gouvernement général de la Corse ; 2^e ceux qui se rapportent à l'administration du fief d'Istria, dont Olmetu a fait partie ; 3^e ceux qui éclairaient la gestion des affaires communales d'Olmetu et Pianellu (nom collectif de la commune à l'origine). Félicitations à ces édiles villageois !

Le Bastion de France. — Nos lecteurs savent que notre compatriote M. Filippi, agrégé de l'enseignement secondaire et adjoint au maire d'Alger, a fondé une société dite du Bastion de France dont le but est de restaurer le fort ou le Cap Corsin Samson Napollon (Napoléoni) servait, en Afrique du Nord, le roi de France, au temps de Richelieu, et posait les premiers jalons d'une colonisation française qui devait être entièrement réalisée au XIX^e siècle. Il continuait d'ailleurs l'œuvre d'une autre famille corse : les Lenci. La société du Bastion, dont les membres paient une cotisation annuelle de dix francs (1), publie un Bulletin où les « gestes » de ces colonisateurs Corses sont ressuscitées. Le numéro d'avril publie le manuscrit de la Bibliothèque nationale 16.664, folio 156 à 163, qui est écrit de la main de Napollon et a pour titre : Etat de ce qui est nécessaire pour l'entretien du Bastion, de la Calle, Cap de Rose, la maison de Bône, et celle d'Alger, construites en la côte de Barbarie par S. Napollon, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, chevalier de son ordre Saint-Michel. — Le n^o de juillet contient les plans de la tour, de la citadelle, de l'église, du Bastion et des documents inédits sur Napoléon. M. Filippi fait bien de rappeler aux Français contemporains la part prise par nos ancêtres à l'occupation préliminaire de l'Algérie, d'empêcher ainsi que leur mémoire sombre dans l'oubli. L'ingratitude n'est-elle pas habituelle aux sociétés démocratiques ?

Pascal Paoli a-t-il trahi la France en 1793 ? — C'est la question que s'est posée M. Fumaroli et à laquelle il a répondu dans une série d'articles publiés par le **Petit Marseillais** en janvier dernier. En 1793, la Corse, entraînée, il est vrai, par Paoli, se sépara de la France et appela l'escadre anglaise. M. Fumaroli n'a pas de peine à montrer que la Convention fut coupable d'accueillir sans preuves les accusations des adversaires politiques de Paoli, de lancer contre lui un décret d'arrestation et de déléguer dans l'île, comme représentant en mission, l'un des plus acharnés de ces adversaires : Saliceti. Les passions politiques furent donc cause de la sécession, non la haine de la France. Comme le disait le général Saint Martin, cité par l'auteur, le 15 juin 1793 : « Le soulèvement est dirigé contre les représentants de la Convention ; les Corses se déclarent Français et républicains ». Chuquet, historien impartial, ajoute : « Paoli avait le cœur bien français ; ses lettres postérieures l'affirment et le prouvent ». M. Fumaroli peut donc conclure par cette phrase : « Non, jamais Paoli n'a trahi la France. Lucien Bonaparte, qui l'en accusa, devait plus tard s'empresse de reconnaître son erreur ».

Deux compagnons de Napoléon. — Dans les deux derniers numéros de la Revue, nous avons publié une étude sur Zampaglinu ou Mathieu Bonelli, qui fut glorieusement mêlé aux événements de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Mme Séb. Silvani consacre à ses deux fils, les frères Bonelli, un volume élégant de 176 pages, in-8^o Jésus, sorti des presses de l'éditeur Chiron, à Paris, et illustré par deux portraits inédits ainsi que par de belles vues de Bocognanu. Grâce aux frères Colomboni, héritiers des Bonelli, qui confièrent leurs papiers de famille à l'auteur, celui-ci a pu retracer la vie militaire des deux compagnons de Bonaparte pendant sa jeunesse et par là indiquer la part qu'ils prirent aux événements les plus importants de l'époque tels que l'évacuation de la Corse par les Anglais et le gouvernement du général Morand. Le commandant François Bonelli

(1) A envoyer à M. Filippi, compte-courant Alger 12.859.

fut le collaborateur le plus actif de ce dernier, surtout dans la pénible affaire du Fiumorbu (1), en 1808, tandis que son frère, le colonel Ange Toussaint, servait le roi Murat contre les révoltés du royaume de Naples. Le récit nous apporte des documents nouveaux, sa lecture est agréable comme un roman, mais un roman où l'imagination n'a aucune part et où seule la pièce d'archives intervient pour dramatiser les faits. Ceux qui s'intéressent à la jeunesse de Napoléon ne peuvent pas ignorer ce livre.

Lettres de Bonaparte. — On trouvera dans la *Revue des deux Mondes* du 15 déc. 1931 un certain nombre de lettres écrites par l'officier d'artillerie et qui proviennent du fonds Braccini. On sait que cet Ajaccien était parent de Mme L. Bonaparte, et l'homme de confiance à Gènes du futur empereur, alors qu'il s'illustrait dans la campagne d'Italie. La lettre écrite de Milan aux citoyens Braccini et Paravicini, le 2 prairial an IV (2), indique bien quelle était la mission du premier : fournir les armes et l'argent nécessaires à la réoccupation de la Corse et à l'expulsion des Anglais.

Un voyage en Corse, par Ennemonde Diard, avec nombreuses illustrations et gravures sur bois de Paret, imprimerie Théolier à Saint-Etienne (3), prix 12 fr. — Le lecteur corse de cette élégante brochure de 70 pages y trouvera une sympathie toujours très vive pour son pays et quelques descriptions lyriques des plus beaux paysages de l'île : « Ajaccio la paresseuse assoupie au bord du golfe, au bercement de l'onde, ville où l'on se repose... ville où plus peut-être que dans toute la Corse les hommes sont beaux, les femmes sont belles, les jeunes filles ont la fraîcheur et la grâce des modèles de Reynolds, les enfants ont des têtes d'anges. » Mais Bastia n'est pas sacrifiée « le voyageur y trouve tout ce qu'il faut pour être heureux et le soir... à l'heure du repas, ...une harmonie fervente qui monte vers le ciel, avec les troublants parfums des plantes du maquis ». Les impressions de voyage sont personnelles et les descriptions originales. C'est un coup d'œil rapide, jeté par une femme intelligente et douée d'un rare esprit d'observation, sur Bonifacio, Zonza, Corte et ses environs, sur Calvi et la Balagne, Morosaglia et la Châtaigneraie « un éden », le Cap Corse « et ses merveilles ». Cela se termine par une déclaration : La Corse possède toutes les séductions. Des fleurs, des oiseaux, des étoiles. Des parfums, des chansons, du soleil. Elle est belle, notre Corse ; elle est divinement belle, elle est belle jusque dans sa sauvagerie et ses haines tenaces que célèbre le barde sur sa lyre. Farouche elle ne se livre pas aux curieux indifférents ; coquette, elle ménage ses effets ; jalouse, elle réserve ses faveurs à ceux qui savent l'aimer. Moi, je l'aime. — Comment ce livre ne plairait-il pas aux lecteurs insulaires ?

Le Tourisme en Corse. — Article dithyrambique de Jean Pelvoux dans l'*Automobiliste* du 15 février 1932, dont voici la conclusion : « Allez en Corse en toute quiétude, dans le seul désir d'emplir votre vue de sérénité, vos regards des plus magnifiques spectacles du monde. Vous compterez parmi les meilleurs jours de votre vie ceux d'un pèlerinage à l'île de Beauté ». Voilà un continental qui ne se laisse guère terroriser par les racontars de la grande presse sur le banditisme.

(1) Cf. l'article de M. E. Franceschini : **Une opération de police en Corse en 1808**, n° 72 de la Revue.

(2) Elle est citée par Mme S. Silvani dans son livre, page 76.

(3) En vente au Mémorial, à Saint-Etienne, au prix de 10 francs.

NOUVELLES

en quelques lignes

La mise en valeur de la Corse. — Un comité constitué à Toulon s'est adressé au gouvernement pour réclamer une énergique action économique. Tenant compte de l'importance des importations étrangères en fruits et en légumes, nos compatriotes ont fait valoir que la Corse pourrait devenir un immense verger et un vaste jardin, capable de fournir au continent français ses fruits et ses légumes, à la place de l'étranger. Il faudrait pour cela que les relations maritimes fussent organisées de manière à faciliter l'exportation rapide d'une marchandise aussi périssable ; et cela dépend de l'Etat. « Un petit cargo de 10 à 12 nœuds, débarassé de l'entrave postale, devrait assurer un service régulier entre les trois grandes régions économiques de l'île et la Provence. » Nous avons toujours dit et écrit que le problème corse était uniquement un problème de communications et que les Corses étaient à même de transformer leur petite patrie en un département prospère dès que l'exportation de leurs produits deviendrait facile et moins onéreuse.

En faveur du reboisement. — Le reboisement est pour la Corse une question vitale. Le jour où notre île sera privée de maquis et de forêts par l'exploitation intensive de celle-ci et l'ocobuage de ceux-là, la population privée d'eau sera réduite à la misère et à l'exil. L'Etat a donc décidé d'encourager la plantation des bois par une exonération fiscale presque totale des terrains reboisés, pendant trente ans. En outre l'administration des forêts fournit gratuitement les plants racinés ou les graines d'essences forestières provenant de ses pépinières ou des sections boisées qu'elle contrôle.

L'ami de l'arbre. — Le capitaine Ch. Paoletti, propriétaire à Tasu, a fondé une société ainsi appelée qui a été subventionnée par le Conseil général et placée sous la protection des organismes du ministère de l'Agriculture. Le fondateur (1) fait appel à tous les Corses pour constituer un puissant groupement destiné à répandre le goût de l'arboriculture, l'horreur de l'incendie, et la haine du déboisement. Nous souhaitons à cette croisade, mot juste du capitaine Paoletti, tout le succès possible. La Corse reboisée deviendrait une Corse riche et belle. Les sources y seraient conservées, et leur débit probablement accru, pour le plus grand profit de l'agriculture ; le tourisme y trouverait un encouragement. Un tel résultat peut-il laisser quelqu'un indifférent. Si les instituteurs veulent bien prêter leur concours à ce groupement économique, ils auront bien mérité de la patrie.

La culture du lin. — Le lin fut autrefois une culture très répandue en Corse. P. Curnée, dans l'éloge qu'il fait de son beau canton de Cervione (Campoloru) nous parle avec abondance de l'herbe au vert tendre et à petite fleur bleu-ciel. Il est donc certain que le sol et le climat de la Corse se prêtent à cette culture. Voici pour l'édification de nos cultivateurs la note que l'Association générale des producteurs de lin a publiée : Il faut semer du lin. Une hausse des cours sur le marché mondial est généralement considérée comme certaine,

(1) A Avignon, 10, rue des Lices.

vu l'absence des stocks et la diminution générale de la production. En outre la Commission des finances de la Chambre a approuvé un crédit de 60 millions pour les liniculteurs. Si la surface cultivée s'étendait sur 25.000 hectares, la part de la prime revenant au cultivateur serait de 2.000 francs par hectare. On estime en outre que la paille atteindra 0.75 à 1 fr. le kilo. D'ailleurs la culture du lin varierait les assolements et diviserait les risques sur un plus grand nombre de plantes.

La protection de la pêche. — La proposition de loi du sénateur Sari réprimant plus énergiquement les délits de pêche commis par les étrangers sur nos côtes de Corse a été adoptée. Le texte législatif déclare : « Tout commandant de navire délinquant sera passible d'un emprisonnement de dix jours à deux ans, et les dispositions de l'article 3 de la loi du 30 mars 1928 subsistent ». Espérons que la crainte du châtiement fera reculer les contrebandiers de la mer, dont les engins perfectionnés dépeuplent pour de longues années les fonds marins voisins du littoral.

Le port de Sagona. — Le *Journal officiel* a annoncé que le département était autorisé à emprunter 187.000 francs pour la construction du débarcadère du port de Sagona. Le remboursement en sera effectué en trente ans à l'aide d'une taxe de péages sur les marchandises et les voyageurs, qui a été fixée par le même décret. Voilà une question, dont nous avons souvent parlé, enfin réglée. Toute une région insulaire sera prochainement dotée d'un débouché sur la mer, qui est, au point de vue économique, aussi nécessaire que la route.

Pour les voyageurs en Corse. — A cette époque de l'année, où tant de nos compatriotes reviennent dans l'île il est bon de rappeler les passages essentiels de la circulaire envoyée par la Compagnie Fraissinet à ses agents : « Il ne faut pas faire preuve d'un rigorisme trop étroit dans l'application des règlements relatifs au transport des bagages. Sinon nous serions accusés d'user de mesures vexatoires. En principe, on ne doit laisser embarquer sous cette dénomination que les objets emportés par les voyageurs pour leur usage personnel : tels que malles, valises, sacs renfermant du linge, des vêtements, des chaussures, des objets de toilette. Mais encore, convient-il, pour éviter des protestations justifiées de faire preuve à ce sujet d'une certaine souplesse. Si, par exemple, un passager emporte avec lui du linge et des vêtements enfermés dans une caisse quelconque, on ne doit pas refuser de prendre celle-ci comme bagage, sous prétexte qu'il s'agit d'une caisse et non d'une malle. Nous vous prions donc de vouloir bien à l'avenir, à l'instar d'ailleurs de ce que font les Compagnies de chemins de fer, accepter comme bagages les malles, valises, caisses, paniers, paquets et sacs renfermant du linge, des vêtements, des chaussures, des objets de toilette, des livres, des appareils de photographie, les cartons à chapeaux, couvertures, cannes et parapluies, bicyclettes, voitures d'enfants, de malades ou de blessés, et les échantillons des voyageurs de commerce.

« Bien entendu, les passagers ne devront être autorisés à conserver par devers eux que les colis dits « à la main » tels que valises et sacs de petites dimensions. Quant aux autres, il devront être enregistrés comme bagages et payer les taxes prévues en pareil cas.

« Enfin, les colis présentés au moment du départ et contenant des marchandises quelconques tels que savons, huiles, châtaignes, etc... devront être acceptés comme petits colis et soumis aux taxes mentionnées dans l'avis spécial que nous vous avons adressé il y a un certain temps déjà ».

Le téléphone France-Corse. — Nous avons parlé de l'établissement des relations téléphoniques par ondes courtes dans notre numéro 71 (1931). Ces relations fonctionnent désormais normalement. Nous avons eu l'occasion de téléphoner en Corse et nous avons été surpris de la facilité des conversations et de leur netteté. Le tarif est encore élevé puisqu'il atteint 24 francs pour un correspondant parisien, 9 fr. pour un Marseillais, 6 fr. pour un Niçois. Mais l'administration des postes est satisfaite du résultat obtenu et, comme le nombre des communications est susceptible d'augmenter dans l'avenir, elle envisage l'établissement d'un cable entre la Corse et le Continent.

La route Napoléon a été enfin inaugurée, après que la cérémonie eût été retardée par un ministre du gouvernement Tardieu qu'offusquaient les aigles sculptés sur les bornes kilométriques. Le successeur a accepté de déléguer son secrétaire d'état au tourisme pour présider à l'inauguration. Du 1^{er} au 4 juillet, par Cannes, Grasse, Castellane, Digne, Sisteron, Gap, Laffrey, et Grenoble la caravane ministérielle a suivi le chemin qu'avaient pris, au milieu de l'enthousiasme populaire, Napoléon et son escorte en 1815. L'une des plus belles routes de France, des Alpes à la mer, est ainsi ouverte. Les touristes qui l'emprunteront ne pourront pas éviter l'évocation du Corse génial qui a refait la France, surtout quand ils arriveront devant la statue monumentale de l'Empereur à cheval qui se dresse à Laffrey.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort inattendue de M. Camille Piccioni, ministre plénipotentiaire et directeur honoraire des Archives du Ministère des Affaires étrangères. Après le général Graziani disparaît un des personnages les plus représentatifs de notre colonie corse de Paris et le mécène de beaucoup de sociétés et d'œuvres corses. M. C. Piccioni, fut, avec le général Graziani, l'un des artisans de la grande œuvre française dans ces trente dernières années. Nous ne devons pas oublier qu'il fut le collaborateur immédiat et intime de Delcassé, le plus grand des ministres des affaires étrangères de la Troisième République, car il mit fin à la dangereuse rivalité franco-anglaise, en négociant le fameux traité de 1904 qui inaugura l'entente cordiale et par suite prépara l'intervention de l'Angleterre à nos côtés en 1914. Notre compatriote eut sa grande part dans l'élaboration de cette habile diplomatie. Il est juste qu'on s'en souvienne. Nous lui devons en outre des travaux importants sur l'histoire, entre autres, l'article si documenté sur les tours et châteaux du Cap Corse qu'il fit publier par la **Revue de la Corse** ; une histoire du Cap Corse, à peu près définitive et récemment une importante étude sur : Les premiers commis des Affaires Etrangères au XVIII^e et XVIII^e siècles, qui est un tableau de notre politique extérieure pendant la même période. On comprend que sa disparition puisse provoquer les justes regrets de ses amis et de ses compatriotes. La **Revue de la Corse** dont il était le lecteur assidu perd en lui un collaborateur précieux. Sa direction partage sincèrement la douleur de Mme Piccioni et de ses enfants.

Le Directeur Gérant,
A. AMBROSI.



CHEZ VOUS

Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par **CORRESPONDANCE**

Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris

- 1° les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaire, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète.
- 2° toute situation commerciale, financière et industrielle (aide-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondant en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3° tous les concours administratifs : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4° les carrières militaires suivantes : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjudant d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'Intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et envoyez-la sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer.

à l'ÉCOLE PIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{re})

Vous recevez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous les renseignements.

ÉTABLISSEMENTS VINCENTELLI S. A. ANVERS (BELGIQUE)



Fabricants et Fournisseurs Généraux
DE MATIÈRES PREMIÈRES
pour la PATISSERIE, la BISCUITERIE
et la BOULANGERIE FINE

SPECIALITÉ :
TOUS LES FRUITS CONFITS SANS EXCEPTION

TELEGRAMMES : VINCENTELLI ANVERS

Codes A, B, C, 5th et 6th Ed.

Pour la publicité, s'adresser également à

M. A. F. VINCENTELLI

177, Rue Lozane, ANVERS (Belgique)

Cap Corse
'Damiani'
VRAIE MARQUE

BANQUE DE LA CORSE

ALTIERI & NAPOLEONI

15, Place Saint-Nicolas et 41 bis, B^e Paoli, à BASTIA

Principales Opérations de la Banque

Escompte et recouvrement du papier de commerce — Comptes de chèques — Compte de dépôts à préavis et à échéances — Lettres de crédit — Opérations de change — Ordres de Bourse — Souscriptions — Opérations sur titres — Garde de titres — Frêts sur titres — Encaissement de tous coupons — Garantie contre le risque de remboursement au pair et la non-vérification de tirages — Renseignements financiers, industriels et commerciaux — Surveillance de portefeuilles, etc., etc.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Compartiments depuis 30 francs par an

L.E

“Cap Corse”

APÉRITIF

est une création de

L. N. MATTEI

*Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite Agricole*

Maison fondée en 1872

LA GRANDE MARQUE CORSE

Le seul devant être servi à la demande :

Un “CAP”

Un “CAP CORSE”

Un “MATTEI”

Appellations déposées conformément aux lois

— Exiger la marque et l'étiquette rouge —

VIENT DE PARAÎTRE :

CRISTOPHE COLOMB, identifié corse par Mme Edouine Cesarini-Paoli ; un vol. in-8° de 338 pages, à l'imprimerie de l'Eclaireur de Nice. C'est la plus importante thèse qui ait été publiée sur les origines corses du grand navigateur. Elle mérite d'être lue sérieusement. La demander à l'auteur, 2, rue de la Gare, Bastia.

Comment mourut Napoléon, LE MYSTÈRE DE SAINTE-HELENE, par le Dr de Mets. — L'auteur a eu l'excellente idée de réunir les trois articles qu'il avait confiés sur ce sujet à notre Revue, de les compléter par un document important et d'en faire une élégante et luxueuse brochure de 90 pages, avec planches hors texte. L'édition sur papier de luxe est vendue 15 francs belges, l'édition sur papier parcheminé 50 francs. La demander à l'auteur à Anvers, en versant le montant à son compte-courant 102.894 Anvers-Bourse.

Géographie physique de la Corse, par A. Ambrosi-R., brochure in-8° avec 43 photogravures. Etudes des particularités géographiques de l'île. Prix : 20 francs.

La demander à la Librairie des Presses Universitaires, boulevard Saint-Michel, Paris (V°). (La direction de la Revue se charge de transmettre les demandes).

Histoire de Rome et de sa civilisation, par A. Ambrosi-R.

Nous signalons à nos lecteurs la publication de ce livre par la librairie Hatier, 8, rue d'Assas, Paris (VI°). Ils y trouveront de fréquentes allusions à notre civilisation corse. Les centaines de reproductions photographiques de monuments romains et d'objets possédés par les divers musées d'Europe font de ce volume de 548 pages un véritable album. Prix : 19 francs, broché ; 23 francs, relié.

**PRIERE INSTANTE AUX ABONNÉS DE SIGNALER AU DIRECTEUR
LEURS CHANGEMENTS D'ADRESSE ET DE RESIDENCE**

LA CORSE A 24 HEURES DE PARIS

Le train 15 (1^{re}, 2^e classes, lits-salons, couchettes, wagons-lits de 1^{re} et 2^e classes, wagon-restaurant), assure la liaison rapide et comode entre Paris et l'île de Corse.

Il part à 17 h. 40 de la gare de Paris P. L. M.

Il arrive le lendemain matin à 9 h. 50 à Nice.

Il faut prendre ce train, le lundi, le mercredi ou le vendredi pour embarquer à Nice dès le lendemain sur le paquebot de Corse qui part à midi.

Un autobus P. L. M. transporte de la gare au port les voyageurs et leurs bagages.

La traversée est courte et agréable.

On déjeune à bord.

On débarque dans l'île à l'heure du dîner.

Le port de débarquement varie suivant les jours :

les mardis et samedis on accoste à Calvi,

le jeudi c'est à l'île-Rousse qu'on descend.

(Un autre paquebot quitte Nice, le vendredi à 9 heures pour arriver à 18 h. 25 à Ajaccio).

La visite de l'île est assurée par les autocars P. L. M. au départ des villes d'île-Rousse, de Calvi, d'Ajaccio, de Bastia et de Corte.

Ces villes sont pourvues d'excellents hôtels. On y trouve des bureaux d'autocars P. L. M.

Les principales gares P. L. M. délivrent des billets et enregistrent les bagages à destination des ports d'Ajaccio, Bastia, Calvi, île-Rousse et des gares de Corte, Ghisonaccia et Vizzavona qui (ainsi que les bureaux P. L. M. d'Ajaccio et de Bastia) assurent les mêmes opérations pour le retour sur le continent.

